Le Manifeste pour Décarboner l'Europe

www.decarbonizeurope.org

Nous, signataires du présent manifeste pour décarboner l'Europe, appelons les Etats européens à lancer dès maintenant les politiques capables d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro !

L'Accord de Paris sur le climat engage l'Europe à réinventer la totalité de son économie. Tout ou presque reste à faire. Le défi met en jeu chacune des activités essentielles encore dépendantes des énergies fossiles : l'industrie et la production électrique, les transports, le bâtiment, l'agriculture, et de manière indirecte la finance, l'assurance et les politiques publiques.

L'Europe a vu naître la première révolution industrielle, celle du charbon et des hydrocarbures. Depuis, l'humanité a brûlé en 150 ans près de la moitié du pétrole que la nature a mis un demi-milliard d'années à créer. Il faut choisir d'urgence le chemin capable de conduire au-delà de ces sources d'énergie tarissables, qui sont en train de dégrader le climat de façon irréparable.

L'Europe se doit d'ouvrir la voie de la prochaine révolution industrielle, celle de la sortie des énergies fossiles. Elle a tout à y gagner. Le projet européen s'est construit après 1945 autour du charbon et de l'acier. Il peut maintenant se régénérer pour donner naissance à un monde nouveau, prospère et durable. Un monde de paix.

Inventons ensemble l'Europe post-carbone. Cette invention est le souffle neuf dont l'Europe a besoin, et qu'elle peut offrir au monde pour empêcher la ruine des conditions de vie sur Terre.

Nous appelons tous les acteurs de l'Europe – individus, société civile, compagnies privées, pouvoirs publics – à entreprendre au plus vite les actions cohérentes et concrètes à la mesure du défi du climat et de la préservation des ressources naturelles. L'Union européenne peut et doit impérativement se donner les moyens de converger vers l'ambitieux objectif vital que fixe l'Accord de Paris. Pour réussir, il lui faut se rassembler autour de cet objectif commun, en respectant en son sein les différences génératrices de solidarité et de synergies. La raison, la liberté et l'audace, racines de l'Europe, feront fructifier ce projet sans précédent.

Les solutions techniques et organisationnelles sont là. Il ne tient qu'à la volonté des Européens de les transformer en réponses politiques, capables de donner rapidement naissance à une économie différente, source de profits, d'emplois et de bien-être nouveaux. Nous prenons acte que ces réponses réclament de changer bon nombre d'habitudes : habitudes de production, habitudes de consommation, habitudes de penser surtout.

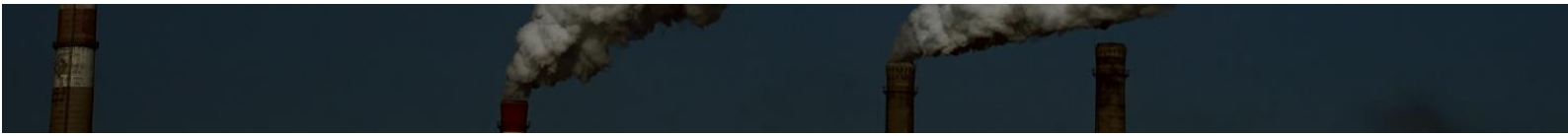
Allons-nous renoncer parce que la tâche qui nous revient est immense ?

Nous avons le devoir moral d'agir. Nous en avons aussi l'ambition.

Une fois encore, l'Europe a rendez-vous avec l'Histoire. Le défi est redoutable, tant mieux : anticiper l'inexorable, c'est triompher de l'avenir. L'ampleur de l'entreprise égale tout ce que l'Europe a accompli depuis sa création. Cette entreprise, c'est la voie de la modernité.

 # MESSAGES CLÉS #

- ✓ **Un *« wake-up call »*, 15 mois après la signature de l'Accord de Paris.**
- ✓ **Un appel du monde économique au prochain président de la République pour faire face au devoir moral, à la nécessité et à l'opportunité historique de la sortie des énergies fossiles.**
- ✓ **Un message lancé à l'Europe toute entière, afin de bâtir ensemble et au plus vite un plan d'actions cohérent et ambitieux, à la mesure de l'enjeu du climat.**



MANIFESTE POUR DÉCARBONER L'EUROPE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE, 21 MARS 2017

Climat : l'appel du monde économique au futur Président pour une stratégie (vraiment) à la hauteur de l'Accord de Paris

Le *« Manifeste pour décarboner l'Europe »*, signé à ce jour notamment par **près de 80 dirigeants de grandes entreprises** et beaucoup de moins grandes, des représentants d'organisations professionnelles ainsi que de nombreuses personnalités du monde académique français, appelle les candidats à la présidentielle, et de façon générale les États européens, à proposer au plus vite une stratégie et un plan d'actions à la mesure de l'Accord de Paris sur le climat, *« capables d'aboutir en 2050 à des émissions de gaz à effet de serre aussi proches que possible de zéro ! »*

Les signataires du *« Manifeste pour décarboner l'Europe »* souhaitent provoquer l'impulsion politique qui permettra de passer des déclarations d'intention à l'invention concrète d'une économie durable.

Sollicités par *The Shift Project**, groupe de réflexion sur la transition énergétique, tous les signataires du *« Manifeste pour décarboner l'Europe »* prennent acte du devoir moral, de la nécessité et de l'opportunité historique que constitue pour l'Europe la sortie des énergies fossiles.

Ils préviennent : *« L'Accord de Paris sur le climat engage l'Europe à réinventer la totalité de son économie. Tout ou presque, reste à faire. »*

L'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions européens pour le climat s'inscrira dans la tradition politique qui a abouti aux plus grands accomplissements de la construction européenne : CECA, marché commun puis marché unique, union monétaire,...

L'initiative du *« Manifeste »* répond au fait qu'aucun programme présidentiel en France, ni aucune politique mise en œuvre en Europe ou dans le monde n'est encore à la mesure de l'ambition de l'Accord de Paris : atteindre la neutralité carbone (zéro émission nette de gaz à effet de serre) dès que possible au cours de ce siècle.

La stratégie et le plan d'actions au service de l'intérêt commun que réclament les signataires du *« Manifeste pour décarboner l'Europe »* constitueraient un moteur de développement et de prospérité économiques essentiel dans une Europe aujourd'hui incertaine des chemins qu'il lui faut choisir.

Fort du soutien des signataires du *« Manifeste »*, *The Shift Project* propose publiquement aux candidats à la présidence de la République de prendre l'engagement suivant :

« Je m'engage, si je suis élu Président de la République française, à plaider avec détermination au sein du Conseil européen pour que celui-ci adopte avant 2020 une stratégie et un plan d'actions à la mesure de l'Accord de Paris,

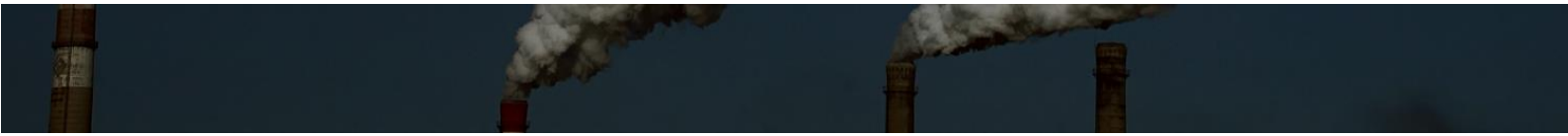
capables de permettre à l'Union européenne de parvenir à un niveau d'émissions nettes de gaz à effet de serre aussi proche que possible de zéro en 2050,

afin de sauvegarder l'Europe face aux défis du changement climatique, de la préservation des ressources naturelles et de l'indépendance énergétique, et lui permettre d'être pionnière et leader d'une économie durable. »

Contact presse :

Matthieu Auzanneau, directeur, *The Shift Project*
matthieu.auzanneau@theshiftproject.org | +33 (0) 6 80 91 94 29
www.decarbonizeurope.org |@theShiftPR0JE CT | #decarbonizEurope

* *The Shift Project*, association reconnue d'intérêt général, est un think tank dont la mission est d'éclairer et influencer le débat sur la transition énergétique en Europe. *The Shift Project* est soutenu par de grandes entreprises qui veulent faire de la transition énergétique leur priorité stratégique.



Les signataires

Parmi les 1900 signataires recensés à ce jour figurent notamment :

Dirigeants et responsables industriels

- Patricia **Barbizet**, Directrice Générale et membre du Conseil d'Administration, ***Groupe Artémis***
- Elisabeth **Borne**, PDG, ***RATP***
- Martin **Bouygues**, PDG, ***Bouygues SA***
- François **Brottes**, Président du Directoire, ***RTE***
- Walter **Butler**, Président, ***Butler Industries***
- Jacques **Chanut**, Président, ***Fédération Française du Bâtiment***
- Marcel **Chouraqui**, Directeur Général, ***ADIVbois***
- Philippe **Crouzet**, Président du Directoire, ***Vallourec***
- Christophe **Cuvillier**, Président du Directoire, ***Unibail-Rodamco***
- Alain **Dinin**, PDG, ***Nexity***
- Mathieu **Dondain**, Président, ***Nexira***
- Jean-François **Dutilleul**, Président, ***Rabot Dutilleul Holding***
- Denis **Gasquet**, Président du Directoire, ***Onet***
- Jean-Pierre **Hansen**, Président Honoraire, ***Engie-Electrabel***
- Xavier **Huillard**, PDG, ***Vinci***
- Nicolas **Jachiet**, Président, ***Egis***
- Frédéric **Lassale**, Président, ***TPF-Ingénierie***
- Jean-Bernard **Lévy**, PDG, ***EDF***
- Gauthier **Louette**, PDG, ***SPIE***
- Eric-Helen **Louis**, PDG, ***Helen traiteur***, Président, ***Traiteurs de France***
- Emmanuel **Manichon**, Directeur Général, ***Eckes-Granini France***
- Jean-Marie **Messier**, Partner fondateur, ***Messier Maris***
- Yves **Metz**, Président, ***Ingérop***
- Philippe **Monloubou**, Président du Directoire, ***Enedis***
- Pâris **Mouratoglou**, Président, ***EREN Groupe***
- Agnès **Ogier**, Directrice Générale, ***Thalys***
- Guillaume **Pepy**, Président du Directoire, ***SNCF***
- Michel **Peyridieux**, Directeur Général, ***Chimbault-Peyridieux***
- Marc **Pietri**, Président, ***Groupe Constructa***
- Christophe **Ploux**, Directeur Général, ***Sodexo Energie & Maintenance***
- Stéphane **Richard**, PDG, ***Orange***
- Vincent **de Rivaz**, Directeur Général, ***EDF Energy UK***
- Rafaël **Rodriguez**, Managing Director France, ***Rockwool***
- Augustin **de Romanet**, PDG, ***Groupe ADP***
- François **Roussely**, Associé, ***Messier Maris***, ex-Président, ***EDF***, ex-Président, ***Crédit Suisse***
- Frédéric **Sanchez**, Président du Directoire, ***Fives***
- Jean-Dominique **Senard**, Président, ***Michelin***
- Guy **Sidos**, PDG, ***Vicat***
- Dr. Michel **Spagnol**, PDG, ***NOVASEP***
- Philippe **Varin**, Président du Conseil d'Administration, ***AREVA***
- Catherine **Zucca**, Directrice Générale, ***Acceo Group***

Dirigeants services et finance

- Bertrand **Badré**, PDG, ***BlueOrange Capital***, ex-Directeur Général, ***Banque Mondiale,***
- Jean **Beunardeau**, Directeur Général, ***HSBC France***
- Marc **Bezançon**, Directeur Général Délégué, ***Financière Holding CEP***
- Pierre **Blayau**, Président, ***Caisse Centrale de Réassurance (CCR)***
- Laurent **Caredda**, Fondateur et Président du Directoire, ***Almerys***
- Agnès **Catineau**, Partner, ***Brunswick Group, Paris***
- Jérôme **Celle**, Directeur Général, ***Celnat***
- Bruno **Crémel**, General Partner, ***Partech***
- Philippe **Dabat**, Directeur Général Délégué, ***AG2R La Mondiale***
- Jean **Davant**, Président, ***Groupe Valmen***
- Thierry **Déau**, Fondateur, PDG, ***Meridiam Infrastructure***
- Philippe **Desfossés**, Directeur général, ***ERAFP (Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique)***
- Charles **Diehl**, Président et associé, ***Activa Capital***
- Anne-Jacques **de Dinechin**, Président, ***LSN Assurances***
- Pierre **Donnersberg**, Président du Directoire, ***SIACI Saint Honoré***
- Pierre **Ducret**, Contrôleur général Conseiller Climat et COP21 pour le groupe ***Caisse des Dépôts***, Président ***I4CE***
- Nicolas **Dufourcq**, Directeur Général, ***BPI***
- Jean-Michel **Foucque**, Directeur Général, ***Prado Epargne***
- Pierre **Grand-Dufay**, Président, ***Tertium Invest***
- Emmanuelle **Guilbart**, co-Directrice Générale, ***About Premium Content***
- Hervé **Hillion**, Président, ***Auctus-lending***
- Denis **Kessler**, PDG, ***SCOR***
- Jacques **Lafitte**, associé Fondateur, ***Avisa Partners***
- Thibault **Lanxade**, Président, ***fonds PME Emplois durables***
- Frédéric **Lavenir**, Directeur Général, ***CNP Assurances***
- Xavier **Lépine**, Président du Directoire, ***La Française***
- Denis **Lucquin**, Managing partner, ***Sofinnova Partners***
- Christiane **Marcellier**, Présidente du Directoire, ***Financière Holding CEP***
- Didier **Martin**, Senior Partner, ***Bredin Prat***
- Pierre-Alain **de Malleray**, Président, ***Groupe Santiane***
- Philippe **Maystadt**, Président, ***Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur*** (Belgique), ex-Président, ***Banque Européenne d'Investissement*** (ex vice-Premier ministre de Belgique)
- Alain **Montarant**, Président, ***Groupe MACIF***
- Jean-Pierre **Mustier**, Administrateur délégué, ***UniCredit***
- Philippe **Oddo**, Associé gérant, ***ODDO BHF***
- Bruno **de Pampelonne**, Président, ***Tikehau IM***
- François **Pérol**, Président, ***BPCE***
- Fanny **Picard**, Associée fondatrice, ***Alter Equity***
- Michel **Piermay**, Président, ***Fixage***
- Hélène **Ploix**, Associée co-fondatrice, ***Pechel-Industries***
- Bertrand **Rambaud**, Président, ***Siparex***
- André **Renaudin**, Directeur Général, ***AG2R La Mondiale***
- Olivier **Rousseau**, Membre du Directoire, ***Fonds de Réserve pour les Retraites***
- Denis **Saules**, Directeur Général, ***ViaSanté***
- Patrick **Sayer**, Président du Directoire, ***Eurazeo***
- Christian **Schmidt de la Brélie**, Directeur Général, ***Klésia***
- Dominique **Senequier**, Présidente, ***ARDIAN***
- Grégoire **Sentilhes**, Président, ***NextStage AM***
- Nicolas **Théry**, Président, ***Confédération Nationale du Crédit Mutuel***
- Philippe **Vayssettes**, Président du Directoire, ***Neuflize OBC***
- Jacques **Veyrat**, Président, ***Impala***
- Philippe **Zaouati**, Directeur Général, ***Mirova***

Autres personnalités du monde économique

- Fabrice **Bonnifet**, Président, ***C3D***
- Mélanie **Candas**, Directrice Générale, ***Association Bilan Carbone (ABC)***
- Pierre **Coppey**, Président, ***Aurore***
- Michel **Derdevet**, Secrétaire Général et Membre du Directoire, ***Enedis,*** Professeur, ***Sciences Po Paris***
- Dominique **Dron**, Ingénieure générale des Mines, ex-Commissaire générale au développement durable
- François **Hommeril**, Président, ***CFE-CGC***
- Brice **Lalonde**, Président, ***Business and Climate Summit***
- Daniel **Lebègue**, Président, ***Transparency International France***, Président, ***ORSE,*** ex-Directeur Général, ***Caisse des Dépôts***
- Benoît **Leguet**, Directeur Général, ***I4CE***
- Olivier **Millet**, Président, ***Association Française des Investisseurs pour la Croissance***
- Laurent **Morel**, ex-Président du Directoire, ***Klépierre***
- Michel **Rollier**, ex-Président, ***Michelin***
- Laurence **Sanguinetti-Julien**, Présidente, Groupement d'entreprises ***Cyclium***
- Philippe **Segretain**, ex-Président, ***Egis,*** Fondateur et ex-Président, ***Transdev***
- Claire **Tutenuit**, Déléguée Générale, ***Entreprises pour l'Environnement***

Monde politique

- Antoine **Back**, Conseiller municipal délégué à la gestion urbaine et sociale de proximité, ***Ville de Grenoble***
- Gilles **BOYER**, Candidat aux législatives 2017 et ***Directeur de campagne Juppé 2017***
- Pierre-Yves **LE BORGN'**, Député des français de l'étranger membre de la ***Commission des Affaires Étrangères de l'Assemblée Nationale***, Rapporteur de la loi de la ratification de l'Accord de Paris
- Hubert **Dejean de La Batie**, Conseiller régional et Vice-président en charge de l'environnement, du littoral, de la mer, de la transition énergétique et de l'économie circulaire de la ***Région Normandie***
- Maud **Fontenoy**, ***Navigatrice***, Conseillère régionale et Vice-présidente déléguée au développement durable, à l'énergie et à la mer de la ***Région Provence-Alpes-Côte d'Azur***
- Alain **Houpert**, Sénateur de la Côte-d'Or, Membre de la ***Commission des Finances du Sénat***, Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques
- Serge **Lepeltier**, ***ancien Maire*** de Bourges, ***ancien Ministre de l'écologie et du Développement Durable***
- Charlotte **Marchandise-Franquet**, Candidate issue de ***LaPrimaire.org***, Conseillère municipale et Adjointe déléguée à la santé de la ***Ville de Rennes***
- Jean-Louis **Missika**, Membre du ***Conseil de Paris***, Adjoint au ***Maire de Paris*** en charge de l'urbanisme, de l'architecture, des projets du Grand Paris, du développement économique et de l'attractivité
- Arnaud **Montebourg**, vice-Président, ***Habitat***, ***ancien Ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique***
- Christian **Pierret**, ***ancien Ministre délégué à l'Industrie***, aux Petites et Moyennes entreprises, au Commerce, à l'Artisanat et à la Consommation

Monde académique

- Philippe **Aghion**, Professeur, ***Collège de France***
- Mathieu **Arnoux**, Directeur d'études ***EHESS***, Professeur des universités (Paris VII), Directeur du ***LIED***
- Roger **Balian**, Physicien, membre de l'***Académie des Sciences***
- Sébastien **Balibar**, Physicien, membre de ***l'Académie des Sciences***, Directeur de recherches au ***CNRS***
- Richard **Baron**, Economiste, Conseiller climat, ***OCDE***
- Christophe **Bonnery**, Président, ***Association des Economistes de l'Energie***
- Yves **Bréchet**, Haut-Commissaire à l'Energie Atomique, membre de l'***Académie des Sciences***
- Edouard **Brézin**, Physicien, ex-Président du ***CNRS***, membre de l'***Académie des Sciences***
- Dominique **Bureau**, ingénieur général des Ponts et Chaussées, Président de la Chaire Développement Durable à l'***École polytechnique*** et délégué général du Conseil économique pour le Développement durable

- Jean-Marie **Chevalier**, Professeur émérite de sciences économiques à /'***Université Paris-Dauphine***, Senior Associé au ***Cambridge Energy Research Associates (IHS-CERA, Paris)***, membre du ***Cercle des Economistes***
- Patrick **Criqui**, Directeur de recherches émérite, ***CNRS***
- Ivar **Ekeland**, ancien Président de l'***Université Paris-Dauphine***, membre de l'***Académie des Sciences du Canada***, et membre étranger des ***Académies des Sciences de Norvège et d'Autriche***
- Meriem **Fournier**, Directrice, ***AgroParis-Tech Nancy***
- François **Gemenne**, Chercheur en science politique, chercheur associé au ***CERI***, Directeur de projet à ***Sciences Po***
- Patrice **Geoffron**, Professeur, ***Université Paris-Dauphine***
- Gaël **Giraud**, Chef économiste, ***Agence Française du Développement***
- Alain **Grandjean**, Economiste, Fondateur et associé, ***Carbone 4***
- Roger **Guesnerie**, Professeur, ***Collège de France***, Président d'honneur, ***Paris School of Economics***
- Jean-Charles **Hourcade**, Directeur de recherches émérite, ***CNRS***, Directeur d'études émérite, ***EHESS***
- Michel **Jarraud**, ancien Secrétaire Général, ***Organisation Météorologique Mondiale (2004-2015)***
- Jean **Jouzel**, Directeur de recherches émérite, ***CEA***, *ancien vice-Président du groupe 1 du* ***GIEC (co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2007)***, ***prix Vetlesen 2012***
- Vincent **Laflèche**, Directeur, ***Mines ParisTech***
- Ghislain **de Marsily**, Géologue et hydrologue, professeur émérite, ***Université Pierre et Marie Curie*** et ***École des Mines de Paris***
- Olivier **Oger**, Directeur, ***EDHEC***
- Jacques **Percebois**, Professeur émérite, ***Université de Montpellier***, dirige le ***CREDEN***
- Christian **de Perthuis**, Professeur, ***Université Paris-Dauphine***, Fondateur, ***Chaire Economie du Climat***
- Gérard **Pignault**, Directeur, ***École supérieure de chimie, physique, électronique de Lyon (CPE Lyon)***
- Yves **Poilane**, Directeur, ***Télécom ParisTech***
- Arnaud **Poitou**, Directeur, ***Ecole Centrale de Nantes***
- Cécile **Renouard**, Directrice du programme de recherches CODEV, ***ESSEC***, Professeure, ***Centre Sèvres*** et ***Ecole des Mines de Paris***
- Thomas **Sterner**, Economiste, Professeur d'économie environnementale, ***Université de Göteborg (Suède)***
- Xavier **Timbeau**, Directeur principal, ***Observatoire Français des Conjonctures Economiques***
- Hervé **le Treut**, Climatologue, membre de l'***Académie des Sciences***, Directeur, ***IPSL***, Professeur, ***Ecole Polytechnique***
- Jean-Pascal **van Ypersele**, professeur, ***Université Catholique de Louvain***, ancien vice-Président du ***GIEC (co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2007***

Pourquoi ?

Des signataires témoignent de leur engagement

« J'ai signé, sans hésiter, le manifeste du Shift Project que j'accompagne depuis sa création tant ce qui est proposé, aujourd'hui dans notre texte, me paraît depuis nos débuts une évidence. Une Europe décarbonée est la prochaine étape dans la transition Energie Climat. Elle suppose la mobilisation de tous et en particulier de l'industrie financière comme l'a rappelé la cop21. Risques physiques (multiplication des catastrophes), risques en responsabilité (vous saviez et n'avez rien fait), comme risque de transition (quelle valeur pour les réserves fossiles ?) peuvent porter atteinte à la stabilité financière comme cela est maintenant plus universellement compris. »

Bertrand Badré
PDG, BlueOrange Capital,
ex-Directeur Général, Banque Mondiale

« Tout nous montre que le rythme et les modalités d'exploitation des ressources naturelles de la planète est intenable sur le long terme. Le développement de l'humanité n'a de sens que durable et doit donc être fondé sur des cycles maîtrisés des ressources et sur une énergie décarbonée. »

Jean Beunardeau
Directeur Général,
HSBC France

« Ce manifeste nous rappelle que la transition énergétique vers une économie post-carbone est un enjeu de survie à long terme, mais appelant une réponse urgente. La transformation nécessaire de nos infrastructures et de nos modes de consommation et de production doit s'enclencher maintenant ; elle appelle des politiques ambitieuses, cohérentes avec les autres enjeux économiques, sociaux et moraux de notre continent. »

Richard Baron
Economiste, Conseiller climat,
OCDE

« Les directeurs développement durable, membres du C3D (Collège des Directeurs du Développement Durable), sont en première ligne pour accompagner leurs organisations vers des modèles économiques compatibles avec les objectifs de la COP21. Le Manifeste fixe un cap qui donne du sens et il montre les ruptures qu'il va falloir réaliser pour réinventer nos modes de production et de consommation dans les principaux secteurs concernés par la transition énergétique. »

Fabrice Bonnifet
Président,
C3D – Collège des Directeurs du Développement Durable

« En tant qu'acteur majeur de la ville durable, le groupe RATP est résolument engagé dans la transition énergétique. Avec notamment notre plan « BUS 2025 », incarner au quotidien la mobilité bas carbone, en France comme à l'international, est l'ambition de notre groupe. C'est sans hésitation que j'adhère à cette démarche exemplaire en signant le Manifeste pour décarboner l'Europe qui s'inscrit naturellement dans notre stratégie d'entreprise. »

Elisabeth Borne
PDG,
RATP

« J'ai signé le manifeste pour pouvoir regarder mes filles dans les yeux : je ne me pardonnerais pas de leur avoir légué une planète en moins bon état que celle dont j'ai hérité de mes parents. »

Gilles Boyer
Candidat aux législatives 2017 et Directeur de campagne Juppé 2017
Auteur du roman sur le climat « Un monde pour Stella »

« Le Groupe Bouygues soutient le Manifeste car la question climatique est au cœur de nos préoccupations. C'est une responsabilité morale d'agir pour que les modes de développement prennent en compte les ressources de la planète au même titre que le désir légitime des individus à accéder à un confort matériel suffisant à leur épanouissement. Avec sa stratégie bas carbone, Bouygues entend satisfaire ses clients tout en respectant la trajectoire qui doit nous conduire à diminuer les émissions de gaz à effet de serre au rythme préconisé par la communauté scientifique. »

Martin Bouygues
PDG,
Bouygues SA

« La science et l'ingénierie doivent être massivement mobilisées pour lutter contre le réchauffement climatique. La question ne peut être limitée aux frontières nationales et demande un engagement au niveau européen au moins. L'Europe a été facteur de paix et de prospérité, mais la construction européenne s'essouffle faute de projet. La décarbonation de notre économie sait lui apporter cette seconde jeunesse pouvant remobiliser les peuples. »

Yves Bréchet
Haut-Commissaire à l'Energie Atomique,
Membre de l'Académie des Sciences

« S'il y a un pouvoir que nous avons, c'est de changer notre propre attitude ! La terre ne nous appartient pas ! Nous n'en sommes que des dépositaires momentanés, et nous ne pouvons pas continuer à la détruire, inconsciemment ou sciemment, égoïstement. Si nous ne réussissons pas, nous resterons coupables, aux yeux des générations futures, d'avoir su, et de ne pas avoir réussi. C'est aussi une des dernières chances du capitalisme fou qui nous gouverne de montrer qu'il peut se réguler. Pour avancer, il faut savoir ralentir ! »

Walter Butler
Président,
Butler Industries

« La réduction des gaz à effet de serrer et la décarbonation de nos économies nous oblige à penser global, concret et sur le long terme. Cela ne va pas toujours de soi. Pour preuve , peu d'initiatives réunissent ces trois dimensions. C'est pourquoi, le Bâtiment via la FFB se devait de répondre présent, à sa place mais seulement à sa place. »

Jacques Chanut
Président,
FFB

« Vallourec, en tant que partenaire de référence de ses clients du monde de l'Energie, apporteur de solutions innovantes, intelligentes et durables, soutient la demande faite aux autorités européennes de construire un projet ambitieux et réaliste permettant la décarbonation ordonnée de l'économie. »

Philippe Crouzet
Président du Directoire,
Vallourec

« Les entreprises ont un rôle essentiel à jouer dans la construction d'une société bas-carbone. L'adhésion d'Unibail-Rodamco, numéro un européen de l'immobilier, au «Manifeste pour décarboner l'Europe » fait écho à notre stratégie « Better Places 2030 » dans laquelle j'ai engagé le Groupe fin 2016. Elle témoigne de notre volonté d'agir et de mobiliser l'ensemble des acteurs de notre secteur pour répondre aux grands défis de l'immobilier commercial pour les 15 prochaines années. »

Christophe Cuvillier
Président du Directoire,
Unibail-Rodamco

« 60 ans après le Traité énergétique européen, instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, l'Europe doit continuer à être leader et à se projeter dans le monde de demain et d'après-demain. Plus vaste système énergétique interconnecté dans le Monde, nous devons faire de nos réseaux énergétiques le fer de lance d'une politique ambitieuse de décarbonation de notre économie. »

Michel Derdevet
Secrétaire général et Membre du Directoire, ENEDIS
Professeur, Sciences Po Paris

« L'ERAFP par son devoir fiduciaire et sa capacité à investir à long terme est en première ligne pour accompagner le changement vers une économie bas carbone. En signant le Manifeste pour décarboner l'Europe, l'ERAFP s'engage à contribuer à l'invention de l'Europe post-carbone. Toutefois le défi du changement climatique ne pourra être relevé sans l'introduction d'un prix sur le carbone. L'appartenance de l'ERAFP au Groupe des Investisseurs Institutionnels sur le Changement Climatique (IIGCC regroupe 136 investisseurs responsables de la gestion de 16000 Md€ d'actifs) lui permet d'affirmer que les grands investisseurs partagent cette conviction. Pour les grands fonds de pension l'absence d'un prix sur l'externalité négative que sont les émissions de gaz à effet de serre est pour citer B Obama la plus défaillance de marché (« the largest market failure the world has ever seen »). Mettre un prix sur les émissions permettrait de réduire les échanges de produits qui n'ont d'autre justification que d'exploiter les opportunités offertes par des standards en matière d'émission beaucoup moins exigeants dans les pays émergents. Ce serait aussi l'assurance d'accélérer la transition. C'est donc sur cet objectif que les grands investisseurs vont concentrer leurs efforts. »

Philippe Desfossés
Directeur Général
ERAFP

« En portant le débat climatique sur le devant de la scène, le Manifeste nous mobilise à nouveau sur ce défi collectif et citoyen. L'enjeu est maintenant d'amplifier le mouvement en transformant nos métiers en profondeur, en plaçant les innovations bas carbone au cœur de nos offres et en nous engageant sur des objectifs chiffrés. »

Alain Dinin
PDG,
Nexity

« Les acteurs non étatiques et la société civile sont au cœur du Manifeste du Shift Project signé par le groupe Michelin. Nous sommes convaincus que ce sont notamment les acteurs du secteur privé qui pourront apporter des solutions innovantes et aider ainsi l'Europe à basculer dans l'ère bas carbone. Les technologies existent, il s'agit désormais de les accompagner à travers des partenariats publics/privés innovants. »

Claire Dorland-Clauzel
Directrice des marques, des relations extérieures et du développement durable, membre du comité exécutif, Michelin

« Nul n'est gagnant au dérèglement climatique : il ne s'agit pas que d'un réchauffement physique, c'est aussi la désorganisation des espèces vivantes et la dégradation profonde des fonctionnements naturels dont nous dépendons tous. Quels que soient les discours, chaque endroit du monde en expérimente déjà les prémices. Décarboner notre région du monde en entretenant ses écosystèmes, est le projet social, culturel, scientifique, technique, philosophique, juridique, diplomatique, économique, financier d'aujourd'hui pour l'Europe, comme le sera son équivalent sur tous les continents. »

Dominique Dron,
Ingénieure générale des Mines,
ex-Commissaire générale au développement durable

« La cause du climat a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de la cause du climat. S'il est un projet neuf et mobilisateur pour l'Europe, c'est bien celui de construire son avenir sans carbone. Je salue l'initiative du Shift et m'associe pleinement à ce manifeste. »

Pierre Ducret
Contrôleur général Conseiller Climat et COP21, Caisse des Dépôts,
Président, I4CE

« Signer le Manifeste est un minimum : la survie de l'humanité impose la préservation du climat, c'est tout le sens de l'Accord de Paris et Rabot Dutilleul s'y engage avec toutes ses compétences et tous ses moyens. Comment ? ETI innovante, Rabot Dutilleul a déjà réalisé 4 bilans carbone sur le périmètre le plus large avec 3 enjeux : construire la ville intense dans son activité immobilière : Nacarat ; construire la ville performante sur le plan énergétique dans la durée ; être un acteur majeur de la 3ème Révolution Industrielle en construisant Zéro carbone en énergie et matériaux, dans les Hauts de France et partout. »

Jean-François Dutilleul
Président,
Rabot Dutilleul Holding

« Le nombre et les responsabilités éminentes des signataires du « Manifeste » est un signe fort des progrès de la prise de conscience du risque climatique. Reste à mettre en place les investissements les plus judicieux en Europe. Voilà qui appelle l'affichage d'un prix de référence du carbone. »

Roger Guesnerie
Professeur au Collège de France,
Président d'honneur de Paris School of Economics

« Les pays européens ont été, au fil de notre histoire, à l'origine de nombreuses innovations porteuses de progrès et de responsabilité. Il est temps désormais qu'ils s'attaquent au principal défi de notre époque, celui de la diminution drastique des énergies polluantes au profit d'énergies renouvelables, permettant une meilleure qualité de vie et créant, dans le même temps, des sources de croissance et de développement économique. Ce manifeste en montre le chemin. »

Pierre Grand-Dufay
Président,
Tertium Invest

« La protection de l'environnement est inexistante dans le débat présidentiel. Toutes les forces politiques, nationales et européennes, doivent mettre tout leur poids pour faire muter les politiques industrielles et remonter l'environnement dans les priorités mondiales. Nous citoyens, hommes et femmes actifs dans l'économie y veilleront. »

Emmanuelle Guilbart
Co-Directrice Générale,
About Premium Content

« Si l'Europe n'est pas toujours exemplaire, elle peut aujourd'hui faire preuve d'une belle exemplarité : celle d'un nouvel ordre énergétique ! Le construire avec rigueur, sans faux-semblants, sans petitesses : un bel objectif pour Shift...! »

Jean-Pierre Hansen
Président Honoraire,
Engie-Electrabel

« Notre planète est notre bien commun, il est de notre responsabilité, à la fois collective et individuelle, de la préserver pour les générations futures. Les entreprises d'investissement ont aussi un rôle-clé à jouer dans la construction d'une société décarbonée, c'est la raison pour laquelle Auctus Lending adhère pleinement à ce Manifeste. « Il y a deux façons d'aborder l'avenir : le subir ou l'écrire » (Jean Monnet). »

Hervé Hillion
Président,
Auctus-lending

« La CFE-CGC défend la construction d'un monde économique et du travail intégrant les problématiques de long terme et privilégiant un modèle de développement durable et équitable. L'initiative de décarboner progressivement l'Europe ouvre des opportunités d'investissement utiles pour les générations futures et de nature à renforcer le projet européen à travers une exemplarité sans concession vis-à-vis du reste du monde. »

François Hommeril
Président,
CFE-CGC

« Bâtiment, énergie, mobilité : tous les métiers de VINCI sont au cœur de la transition énergétique. Pour chacun d'eux, nous avons déjà largement commencé à proposer des solutions bas carbone pour nos clients. Les défis de la planète sont évidemment les nôtres. Il faut bien sûr continuer à faire évoluer les technologies mais surtout aborder différemment les projets. Un véritable changement de paradigme s'impose. Dorénavant, chaque projet doit être apprécié sur l'ensemble de son cycle de vie. Cette rupture impliquera également aussi une profonde mutation de la gouvernance des projets pour passer d'un système cloisonné et séquentiel à un mode de fonctionnement ouvert et collaboratif entre les différents acteurs. C'est de cette façon que nous pourrons conjuguer développement économique et lutte contre les changements climatiques. »

Xavier Huillard
PDG,
VINCI

« Je signe le Manifeste, car nous sommes à un moment critique où tout peut basculer. L'ignorance ne pourra plus être invoquée comme excuse à l'inaction. Nous savons et nous avons les moyens d'agir. Nous avons donc un devoir historique de le faire. »

Michel Jarraud
ancien secrétaire général,
Organisation Météorologique Mondiale (2004-2015)

« Décarboner l'Europe lui permettra de prendre le leadership de la lutte contre le réchauffement climatique et devrait être un moteur de son développement économique. »

Jean Jouzel
Directeur de recherches émérite au CEA,
Vice-Président du groupe 1 du GIEC (co-récipiendaire du prix Nobel de la paix 2007),
prix Vetlesen 2012

« L'industrie de la réassurance est, par nature, très sensible aux problématiques des risques climatiques et des événements extrêmes.
Par le soutien à la recherche et la participation active à des initiatives internationales, SCOR est ainsi fermement engagé depuis de nombreuses années en faveur de la meilleure connaissance de ces risques et l'étude des moyens à mettre en œuvre pour les prévenir et les gérer. Le groupe était signataire dès 2003 du Pacte Mondial des Nations-Unies, puis en 2009 de la déclaration de Kyoto, sous l'égide de l'Association de Genève. SCOR est par ailleurs membre fondateur des Principes pour l'Assurance Responsable depuis 2012. Enfin le groupe a réaffirmé son engagement en faveur de la gestion du risque climatique en 2015, d'une part en annonçant son désinvestissement total des entreprises dont le chiffre d'affaires est réalisé à plus de 50% sur le charbon, et d'autre part en signant le Manifeste pour le climat aux côtés de grandes entreprises françaises. Sur un plan plus personnel, j'ai l'honneur de coprésider depuis mai 2015 le groupe de travail de l'Association de Genève sur les événements extrêmes et les risques climatiques, et de siéger au comité de pilotage de l'Insurance Development Forum. Cette instance internationale, créée en 2016 en partenariat avec la Banque Mondiale et les Nations-Unies, vise à améliorer la résilience face aux risques climatiques, en permettant à l'industrie du transfert de risques de partager son expertise avec la sphère publique.
Le risque climatique est à mes yeux l'un des défis majeurs auxquels nous devons faire face. Relever ce challenge nécessite la mobilisation de tous. C'est donc avec conviction que j'apporte ma signature à ce manifeste. »

Denis Kessler
PDG,
SCOR

« Je signe le manifeste pour décarboner l'Europe parce que le changement climatique altère dangereusement les conditions de vie sur Terre et que l'obligation de l'affronter s'impose en contrepoint constant des choix politiques conjoncturels. »

Brice Lalonde
Président,
Business and Climate Summit

« CNP Assurances a signé le Manifeste pour décarboner l'Europe parce que nous sommes convaincus que la collaboration de l'ensemble des secteurs de l'économie est indispensable pour réinventer une économie décarbonée. Pour maîtriser le réchauffement climatique, nous partageons d'autre part l'idée selon laquelle l'Europe doit ouvrir la voie. CNP Assurances est un des tout premiers assureurs à s'être fixé des objectifs en matière de décarbonation. Nous nous sommes engagés à réduire de 20 % l'empreinte carbone des actions cotées que nous détenons en direct d'ici à 2020. Fin 2016, nous avions déjà atteint 70 % de cet objectif. Nous avons d'autre part cédé toutes les actions dans les entreprises dont plus de 25 % du chiffre d'affaires est lié au charbon thermique. Enfin, ayant dépassé notre objectif de doubler nos investissements verts à horizon 2017, nous l'avons relevé à 3 Md€ d'ici à 2018. »

Frédéric Lavenir
Directeur Général,
CNP Assurances

« S'il est un domaine où l'intérêt social de l'entreprise rejoint le bien commun de l'humanité, c'est bien la lutte contre le réchauffement climatique et la transition vers une économie decarbonée. »

Daniel Lebègue
Président de l'Observatoire sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises,
Président de Transparency International France,
ex-Directeur Général de la Caisse des Dépôts

« La mise en œuvre de l'Accord de Paris doit commencer dès aujourd'hui. L'Europe est la bonne échelle pour impulser une politique cohérente en ce sens, et avec les élections nationales aux Pays-Bas, en France, et en Allemagne, 2017 est le bon moment pour rappeler à nos dirigeants nos responsabilités internationales. »

Benoît Leguet
Directeur Général,
I4CE

« Chaque État de l'Union européenne doit désormais se doter d'outils réglementaires puissants et prendre des engagements, structurés autour d'objectifs ambitieux, notamment, en termes d'efficacité énergétique, de réduction des émissions de CO2 et de développement des énergies renouvelables. En particulier, une substitution massive d'énergies peu carbonées aux combustibles fossiles est indispensable pour amener les émissions au niveau requis en 2050. Ainsi, c'est ensemble que les États d'europe relèveront le défi du changement climatique. »

Serge Lepeltier
ancien Maire de Bourges
ancien Ministre de l'écologie et du Développement Durable

« L'invention de l'économie de demain se doit d'être bas carbone ; ce n'est pas seulement une contrainte mais une formidable opportunité de construire et d'inventer. Il est essentiel de donner ce signal à nos politiques ; c'est pourquoi j'ai souhaité au nom du Groupe La Française signer le Manifeste. »

« Les conséquences du dérèglement climatique sont au cœur de la vie et de l'organisation de la société car elles touchent nos besoins fondamentaux : boire (disponibilité en eau), se nourrir (impacts sur l'agriculture), se loger (montée des eaux, augmentation des évènements climatiques extrêmes) … En tant qu'investisseur, le changement climatique affectera et affecte déjà les rendements de nos investissements ; il doit aujourd'hui être partie intégrante d'une saine gestion des risques (et des opportunités !). »

Xavier Lépine
Président du Directoire,
La Française

« Je soutiens le manifeste du Shift Project par conviction. L'avenir de notre planète est en jeu, et l'Europe doit agir concrètement pour lutter contre le changement climatique. Promouvoir l'électricité décarbonée produite, selon les décisions propres à chaque État membre, à partir de nucléaire, d'hydraulique, d'éolien et de solaire, permettra à nos populations et à nos économies de créer des usages performants et innovants et entraînera croissance et emplois qualifiés. Et évitera l'utilisation d'énergies fossiles, polluantes et largement importées. »

Jean-Bernard Lévy
Président du Directoire,
EDF

« Je signe ce Manifeste... parce que j'ai des enfants. »

Gauthier Louette
PDG,
SPIE
1er signataire

« Financer des start ups innovantes qui vont participer de façon active à la « décarbonation » de l'Europe est une opportunité fantastique de consacrer vraiment son activité professionnelle à la lutte contre le réchauffement climatique, l'un des plus grands challenges sociétaux du moment.
C'est la mission que s'est donnée Sofinnova Partners en levant le premier fonds de capital-risque dédié à la chimie du renouvelable, Sofinnova IB I. »

Denis Lucquin
Managing Partner,
Sofinnova Partners

« Notre génération porte sur ses épaules une responsabilité historique. A nous de nous mobiliser pour léguer à nos enfants un monde meilleur ! »

Pierre-Alain de Malleray
Président,
Groupe Santiane

« Un manifeste qui m'apostrophe, moi qui suis trop loin du sujet… avec cette signature me voilà plus proche, @ suivre. »

Christiane Marcellier
Présidente du Directoire,
Financière Holding CEP

« Adivbois soutient le manifeste pour décarboner l'Europe. Ce manifeste correspond en effet aux objectifs que l'Association pour le Développement des Immeubles à Vivre Bois s'est fixés. L'idée n'est pas simplement de construire des immeubles de grande hauteur en bois, mais de créer une dynamique rassemblant tous les acteurs qui concourent à la construction de la ville pour développer ensemble les Immeubles de demain. Dans cet esprit, l'immeuble à Vivre Bois repose sur un parti pris particulièrement innovant, sur un dialogue entre la construction et l'ameublement, l'architecture et le design, pour penser l'immeuble du XXIème siècle et son cadre de vie. »

Frank Mathis
Président, ADIVbois, Pilote du Plan Industries du Bois
Dominique Weber
Vice-Président, ADIVbois, Copilote du Plan Industries du Bois

« La décarbonation de l'économie est notre principal devoir à l'égard des futures générations. L'adhésion à ce Manifeste montre que de nombreux responsables en sont conscients. »

Philippe Maystadt
Président de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (Belgique),
ex-Président de la Banque Européenne d'Investissement,
ex vice-Premier ministre de Belgique

« Signer le manifeste pour décarboner l'Europe car c'est notre responsabilité première pour la génération de nos enfants afin de leur laisser une « meilleure » planète. Car c'est rendre à l'Europe non seulement son rôle historique de leadership visionnaire mais aussi le moyen de favoriser plus de croissance saine et l'émergence de nouvelles industries. Car le génie de l'Europe y trouvera toute sa place. »

Jean-Marie Messier
Partner fondateur,
Messier Maris

« Soutenir le manifeste est un geste citoyen tout autant qu'une vision long terme pour les métiers de l'ingénierie, car nos enfants ne pourront plus vivre dans un monde consommant autant de ressources et émettant autant de carbone qu'aujourd'hui. L'ingénierie, grâce à sa vision globale et à l'expertise technique et l'innovation qu'elle apporte, a une responsabilité de premier plan : celle de faire baisser notre empreinte environnementale et carbone, pour concevoir les équipements publics et privés de demain, rénover et accroître la valeur patrimoniale des équipements d'aujourd'hui, développer la connexion numérique des équipements à leur environnement tout au long de leur cycle de vie. Soutenir le manifeste, c'est réagir aujourd'hui pour inventer demain ! »

Yves Metz
Président,
Ingérop

« Le capital-investissement français a fait de la préservation de l'environnement l'un de ses thèmes d'action. En tant qu'actionnaires professionnels et compte tenu de son empreinte économique auprès de plus de 6.500 start-up, PME et ETI il est aux avant-postes pour impulser une démarche vertueuse visant à réduire leur impact environnemental. Lors de la publication du 3ème rapport annuel Environnement-Social-Gouvernance (ESG) de l'AFIC, 56% des entreprises accompagnées par les sociétés de capital-investissement françaises ont déclaré suivre leurs émissions de gaz à effet de serre. C'est un niveau très encourageant que l'AFIC s'est engagée à suivre et une trajectoire qu'elle souhaite continuer à promouvoir. »

Olivier Millet
Président,
Association Française des Investisseurs pour la Croissance

« Les Villes sont en première ligne dans la lutte contre le changement climatique. Elles disposent aujourd'hui des solutions pour accélérer la sortie des énergies fossiles. A travers la révision de son Plan Climat, la Ville de Paris vise maintenant la neutralité carbone d'ici 2050. »

Jean-Louis Missika
Adjoint à la Maire de Paris chargé de l'urbanisme, de l'architecture, des projets du Grand Paris, du développement économique et de l'attractivité

« Les réseaux de distribution d'électricité, partout en Europe et dans le Monde, sont les vecteurs stratégiques du nouveau monde de l'énergie en construction ; collectant 95% des énergies renouvelables, ils deviennent les plates-formes digitales performantes permettant aux consommateurs de devenir eux-mêmes acteurs de l'économie décarbonée de demain, et plus généralement de la transition énergétique.
Reliant les territoires, au-delà de leur diversité, dans une logique de solidarité et d'échanges renforcés, ils traduisent la formidable mutation de l'industrie électrique du Continent. »

Philippe Monloubou
Président du Directoire
Enedis

« La Macif s'engage avec volontarisme à travers ce Manifeste car seule une démarche collective d'envergure est susceptible de donner un retentissement à la hauteur des enjeux.
En tant qu'assureur de plus de 5 millions de sociétaires en France, elle connaît les situations rencontrées par des sociétaires qui ont à subir des dégâts produits par des aléas climatiques et se préoccupe donc des risques inhérents.
Son rôle se conçoit à double titre :
- en tant qu'assureur pour prévenir ces risques et agir autant que possible à son niveau afin de préserver les ressources naturelles, véritable bien commun des femmes et des hommes
- et en tant qu'entreprise citoyenne engagée, preuve de sa démarche mutualiste singulière attachée aux valeurs humaines et à la solidarité entre les personnes. »

Alain Montarant
Président,
Groupe MACIF

« Au cœur de l'Europe, la mission de Thalys est d'offrir la solution de mobilité la plus respectueuse de l'environnement. Le Manifeste pour Décarboner l'Europe relève le défi climatique avec ambition et je suis fière d'y apporter mon soutien. »

Agnès Ogier
CEO
Thalys

« SNCF a la chance d'avoir dans son ADN des solutions bas carbone, qui contribuent déjà à décarboner la France et l'Europe. Mais il faut aller plus loin pour inventer la mobilité durable d'après-demain, avec le train et tous les modes très faiblement émetteurs. Le Manifeste a la double vertu de nous rappeler à nos devoirs pour la planète et de nous montrer que les solutions existent : les chemins de faire ! »

Guillaume Pepy
Président du Directoire,
SNCF

« La priorité pour accélérer la transition est d'accorder une véritable valeur économique au climat via le prix du carbone. »

Christian de Perthuis
Professeur à l'Université Paris-Dauphine,
Fondateur de la Chaire Economie du Climat

« Il est déjà tard mais peut-être encore temps de contenir le dérèglement climatique à un niveau permettant la continuité des conditions de prospérité de nos économies et surtout du confort voire de la pérennité de la vie humaine telle que nous la connaissons aujourd'hui. Pour cela, il est nécessaire d'agir rapidement selon les principes très justement appelés par le Manifeste pour décarboner l'Europe. Notre responsabilité vis-à-vis des générations futures nous y oblige. »

Fanny Picard
Associée fondatrice,
Alter Equity

« Le changement climatique est un risque catastrophique pour notre vie sur terre ; nous allons peut-être libérer une machine infernale que nous ne saurons pas maitriser. Agissons, notre terre est encore belle et accueillante, nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas. »

Gérard Pignault,
Directeur,
École supérieure de chimie, physique, électronique de Lyon (CPE Lyon)

« Pour moi lutter contre le changement climatique est fondamental pour maintenir une certaine bio-diversité, pour éviter des migrations de population toujours difficiles, et pour conserver une planète agréablement habitable pour les générations futures. »

Hélène Ploix
Associée co-fondatrice
Pechel Industries

« Pour la terre qui nous héberge. »

Christophe Ploux
Directeur Général,
Sodexo Energie & Maintenance

« Je suis heureux de m'associer à cette initiative en tant que citoyen européen et dirigeant d'entreprise, convaincu que nous sommes tous responsables de l'avenir que nous transmettons aux générations futures et qu'il est de notre devoir d'agir. Je soutiens donc ces 9 propositions, très concrètes, qui contribueront à réussir la révolution post-carbone au profit de la préservation du climat. »

Bertrand Rambaud
Président,
Siparex

« « Décarboner » l'Europe est une réelle ambition répondant à une problématique majeure, pour laquelle il convient d'apporter dès maintenant des solutions concrètes. La qualité de vie et la santé, présentes et futures, de chaque citoyen du monde en dépendent. Il m'apparaissait donc évident et fondamental de m'engager, que ce soit en tant que personne ou en ma qualité de dirigeant d'un Groupe d'assurance de personnes qui veille à la protection de ses assurés tout au long de la vie. »

André Renaudin
Directeur Général,
AG2R La Mondiale

« La lutte contre le réchauffement climatique requiert l'action de tous. C'est un risque majeur mais aussi notre chance de penser et mettre en œuvre une croissance durable et bas carbone portée par l'innovation. En tant que premier fournisseur d'électricité du Royaume-Uni en volume, plus gros producteur d'électricité bas carbone et un acteur industriel engagé dans les futures orientations du pays, EDF Energy est déjà de ce combat. »

Vincent de Rivaz
Directeur Général,
EDF Energy UK

« Nous avons signé le Manifeste avec enthousiasme parce que nous sommes convaincus qu'une société moins dépendante du carbone et des énergies fossiles permettra de construire un modèle économique sain et durable en contribuant :

- *A la protection de l'environnement sans puiser dans les ressources de la planète qui ne sont pas inépuisables,*
- *A la création d'emplois durables, bénéfiques pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion,*
- *A la construction ou à la rénovation de bâtiments, assurant la sécurité de leurs occupants et en valorisant le patrimoine de tous,*
- *A éviter des situations conflictuelles et à favoriser des relations internationales apaisées. »*

Rafael Rodriguez
Managing Director France
Rockwool

« Le mouvement de réduction de l'empreinte Carbone des activités industrielles de nos clients peut sembler un peu lent; il est pourtant incontestablement engagé. Cet objectif est possible et à portée de main si l'engagement de toutes les parties prenantes pour y parvenir est total et sans ambiguïté. Ce Manifeste arrive donc à point nommé pour rappeler l'urgence à agir et la détermination des entreprises signataires à s'engager totalement dans ce combat. Fives y contribue déjà tous les jours grâce à des solutions innovantes de lignes de production digitales et eco-conçues. Ce manifeste ne peut être qu'un accélérateur de prise de conscience pour les derniers récalcitrants ! »

Frédéric Sanchez
Président du Directoire,
Fives

« Nos entreprises ont su investir dans des dynamiques palliatives, elles doivent aujourd'hui, comme acteurs économiques et politiques responsables, être des outils des mutations des comportements et des marchés pour décarboner l'Europe. »

Philippe Segretain
Ex-Président, Egis,
Fondateur et ex-Président, Transdev

« Par cette signature, Cyclium et ses adhérents marquent leur attachement citoyen à construire le monde de demain et en abordant les vrais enjeux de la transition climatique : un monde décarboné »

Laurence Sanguinetti-Julien,
Présidente,
Cyclium (Groupement d'entreprises de la filière nucléaire Sud-Méditerranée)

« Chez Ardian, nous avons la conviction que la réduction des émissions de gaz à effet de serre est un enjeu de toute première importance. Actionnaires de plus d'une centaine d'entreprises dans le monde, nous concevons notre activité d'investisseur de long terme dans une démarche citoyenne et savons que les actes sont essentiels. C'est ce que nous nous efforçons de faire en prenant des engagements en faveur du partage de valeur ou en soutenant des jeunes issus de milieux modestes au travers de la fondation Ardian. Dans cette perspective, nous avons aussi co-initié l'Initiative Carbone 2020 (IC20) qui nous engage à mesurer et à agir concrètement pour réduire les émissions de carbone directes et indirectes des sociétés dont nous sommes actionnaires. Notre soutien à ce manifeste s'inscrit dans cette même démarche. »

Dominique Senequier
Présidente,
Ardian

« Par la signature du « Manifeste pour décarboner l'Europe », VICAT marque son engagement à poursuivre la réduction de l'empreinte CO2 de ses matériaux et à valoriser des solutions constructives bas carbone, en privilégiant notamment des matériaux de proximité et une analyse du cycle de vie complet. »

Guy Sidos
PDG,
VICAT

« Je signe ce manifeste parce que la question n'est plus d'y croire ou pas. Aujourd'hui, les certitudes que nous avons sur les changements climatiques en cours et à venir, nous imposent de reconsidérer notre économie et la façon de la développer. Il faut revenir à nos fondamentaux et à un certain bon sens, mais aussi innover et développer des solutions qui permettront d'en limiter les impacts sur notre civilisation. »

Dr. Michel Spagnol
PDG,
NOVASEP

« La transition énergétique est un choix de société, l'expression d'une volonté collective pour une planète solidaire. »

Nicolas Théry
Président,
Confédération Nationale du Crédit Mutuel

« Il est encore temps de décarboner nos économies pour un coût acceptable. Attendre c'est risquer le pire. »

Xavier Timbeau
Directeur principal,
Observatoire Français des Conjonctures Economiques

« Anticiper l'avenir et travailler à la préservation de l'environnement et à la bonne santé de notre planète a toujours été ancré dans nos gènes. Aussi bien dans nos façons de travailler que dans les services que nous proposons.
Signer ce manifeste est donc pour nous tout naturel : Accompagner un mouvement vital pour demain transmettre à nos enfants l'héritage qu'ils méritent. »

Catherine Zucca
Directrice Générale,
Acceo Group

Les programmes présidentiels, le climat et la transition énergétique

Verbatim des programmes* de cinq candidats** sur les aspects climatiques et énergétiques, et sur certains aspects environnementaux en lien indirect avec les objectifs de l'Accord de Paris

** Sélection sur la base des recherches effectuées le 19.03.17 par The Shift Project, sous sa seule responsabilité*
***Au pourcentage de votes exprimés supérieur à 10% selon des estimations au 19.03.2017*

François Fillon

[Section du programme « Environnement, Energie & Transports, Préparer l'après pétrole en nous engageant vers l'économie décarbonée » disponible sur https://www.fillon2017.fr/projet/environnement-energie-transport/]

Aller vers une économie décarbonée

1/ Amplifier la politique d'économie d'énergie et rendre ainsi du pouvoir d'achat aux Français, parce que la meilleure énergie est finalement celle que l'on ne consomme pas.

2/ Généraliser la formule du chèque-énergie qui vient remplacer les tarifs sociaux de l'énergie car l'énergie est un bien de première nécessité auquel chacun doit avoir accès, trop de Français sont confrontés à la précarité énergétique.

3/ Eliminer les énergies fossiles de la production d'électricité avec un prix plancher de la tonne de carbone de 30 euros minimum.

4/ Créer les conditions favorables au développement de véritables filières industrielles françaises des énergies renouvelables en misant sur les nouvelles technologies et permettre l'autonomie des collectivités d'Outre-mer.

5/ Finaliser la restructuration de la filière industrielle nucléaire, moderniser le parc nucléaire pour en prolonger la durée d'exploitation en veillant à une sécurité et une sûreté maximales de nos installations sous le contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et à la rentabilité économique des investissements. Une nouvelle loi de transition énergétique sera adoptée avec de nouveaux objectifs pour notre mix énergétique.

6/ Supprimer l'obligation d'achat de la production pour les nouvelles installations ainsi qu'à l'échéance des contrats en cours pour les installations existantes.

7/ Utiliser les nouvelles technologies, développer la production décentralisée d'énergie, encourager l'autoconsommation d'électricité et aider la valorisation énergétique des sous-produits agricoles.

8/ Augmenter la part électrique dans les transports et réduire ainsi celle du pétrole, notamment par le développement du véhicule électrique.

9/ Mieux utiliser les ressources naturelles renouvelables, qui existent sur notre territoire comme le bois et la géothermie.

10/ Accélérer la recherche et le développement des techniques de capture et de stockage du carbone parce qu'à défaut de pouvoir supprimer la consommation mondiale de charbon, il faut se prémunir au mieux contre ses effets et la France est bien placée en ce domaine.

Vers une mobilité durable

11/ Donner la priorité à la remise à niveau et à la modernisation du réseau ferroviaire très dégradé et améliorer ainsi la vie de millions d'usagers.

12/ Poursuivre l'équipement des villes en transports urbains et préserver pour cela le versement transport.

13/ Développer les véhicules électriques et autonomes du futur.

14/ Améliorer la desserte des territoires ruraux et peu denses dans une logique d'aménagement du territoire.

15/ Privilégier le fret massifié pour le transport de marchandises.

16/ Revoir les priorités sur les grands projets d'infrastructures en fonction des capacités de financement et dégager les ressources financières nécessaires.

Faire de la préservation de notre biodiversité une priorité absolue

17/ Faire évoluer notre conception de la biodiversité ajoutant à la protection de ce que l'on peut appeler la biodiversité extraordinaire (sites exceptionnels et espèces menacées), la préservation de la biodiversité ordinaire, celle que l'on détruit sans y prendre garde.

18/ Intégrer un volet de protection des océans face à la pêche intensive notamment de notre domaine maritime qui est avec 11 millions de km2 le second au monde.

19/ Protéger les zones humides et les paysages, lutter contre le mitage de nos campagnes, préserver les espaces naturels, essentiels à la vie sauvage.

20/ Protéger les pollinisateurs, essentiels pour préserver la diversité de la vie végétale, notamment les abeilles.

21/ Faire de la protection animale une cause nationale.

22/ Améliorer le bien-être des animaux d'élevage et renforcer le contrôle des abattoirs.

Faire du développement durable une source de développement économique, de lien social et de création d'emplois

23/ Accélérer le développement des circuits-courts afin de réduire l'empreinte carbone des produits consommés tout en permettant aux petits producteurs locaux d'atteindre un niveau de revenus décent.

24/ Permettre l'essor de l'Economie Sociale et Solidaire et exploiter ainsi ce gisement d'emplois en lien avec la préservation de notre environnement et de notre qualité de vie.

25/ Favoriser le développement des commerces responsables et équitables afin d'utiliser les leviers de la consommation pour protéger la biodiversité et promouvoir un développement économique partagé.

26/ Encourager les filières du recyclage, aussi bien de déchets que de matériaux et produits qui peuvent avoir plusieurs vies.

Verdir notre fiscalité sans l'alourdir

27/ Compenser la montée en puissance de la taxation du carbone dans le cadre européen par des baisses des impôts et des charges pesant sur les ménages et sur les entreprises.

28/ Inciter les villes qui n'en sont pas encore dotées à concevoir une feuille de route dans laquelle toutes les actions favorables à l'environnement sont exposées (urbanisme, politique de l'eau, assainissement, déchets, transports, chauffage urbain…) ; renforcer la vie démocratique locale et revitaliser les formes de participation et passer ainsi d'une écologie de l'immobilisme à une écologie de projet, en associant mieux les collectivités locales et la société civile aux décisions environnementales.

Santé et environnement

29/ Développer les transports urbains et le véhicule électrique en renforçant le processus progressif de diminution de la part du diesel, le contrôle technique des véhicules les plus polluants et les solutions alternatives au diesel pour les poids lourds.

30/ Consolider notre agriculture et ses productions de grande qualité en développant la politique des labels. Instaurer une vraie transparence et une vraie traçabilité en matière d'étiquetage.

31/ Lutter contre la pollution liée aux perturbateurs endocriniens qui affectent particulièrement les publics fragiles.

32/ Poursuivre la lutte contre le bruit qui est une préoccupation essentielle des Français.

33/ Faire de la qualité de l'air une priorité nationale.

Inciter plus que punir

34/ Réécrire le principe de précaution pour favoriser l'innovation responsable.

35/ Supprimer les mesures fiscales les plus défavorables à l'environnement. Le verdissement de la fiscalité est un sujet essentiel et devra être intégré à une réforme plus large de la fiscalité avec l'objectif de baisse des charges pour les Français dès lors que les comptes publics seront restaurés.

36/ Systématiser l'étiquetage environnemental et concentrer la réglementation sur l'essentiel, santé et cadre de vie et supprimer le superflu.

[Section du programme « Agriculture, redonner toutes ses chances au modèle agricole français », disponible sur https://www.fillon2017.fr/projet/agriculture/]

Redonner des marges aux agriculteurs

1/ Faire de la déduction pour aléas un « compte épargne aléas climatiques et économiques » alimenté librement pendant les années de bonne récolte, utilisable en cas de pertes d'exploitation, et très simple d'emploi.

2/ Donner toute liberté aux agriculteurs de se regrouper en organisations de producteurs de taille significative, avec des démarches simples, pour mieux défendre leurs marges.

3/ Encadrer par la loi la négociation des contrats, pour que la négociation entre les producteurs et les industriels rééquilibre la négociation entre les industriels et les distributeurs.

4/ Soutenir les circuits directs de vente du producteur au consommateur en mettant en place un crédit d'impôt et des prêts d'honneur «circuits directs agricoles» sans intérêts ni garantie. Les produits vendus en circuit direct pourront aussi être vendus contre la remise de «chèques déjeuners ».

5/ Améliorer la compétitivité hors prix des agriculteurs français en faisant apposer sur l'emballage de tous les produits alimentaires la mention claire de leur provenance et de leur lieu de transformation.

6/ Fonder la PAC 2020 sur la gestion des risques et sur le soutien à l'investissement, en ne s'interdisant aucun mode d'intervention et en maintenant à l'euro près le budget actuel.

7/ Réformer le droit de la concurrence et appliquer systématiquement la préférence communautaire pour que l'Europe défende les agriculteurs européens. Fonder les relations commerciales et négocier les accords d'échanges bilatéraux sur la base d'échanges équitables et sur l'équivalence des soutiens internes, tant des prix que des coûts (exemple : distorsions des charges salariales).

Reconnaître les agriculteurs comme des entrepreneurs à part entière

8/ Simplifier drastiquement le droit des entreprises agricoles pour laisser les agriculteurs choisir librement la forme juridique de leur entreprise.

9/ Abroger par ordonnance toutes les normes ajoutées à la réglementation européenne.

10/ Instaurer un sursis d'imposition lors de la transmission de la PME aux descendants.

11/ Réduire de 35 Mds€ les charges et impôts pesant sur toutes les entreprises et donc les entreprises agricoles.

12/ Rendre obligatoire l'évaluation, par une étude d'impact menée par le ministère de l'agriculture, des conséquences de toute décision publique impactant le monde agricole, rural et maritime, y compris l'alimentation, incluant les décisions de politique sanitaire et environnementale.

13/ Réglementer les produits d'appel en intégrant au « prix coûtant » les coûts liés au marketing et à la logistique.

14/ Faire évoluer les relations entre l'administration et les agriculteurs vers une culture du conseil plutôt qu'une culture du contrôle et de la sanction.

Oser l'innovation et la recherche

15/ Relancer des programmes de recherche et d'innovation pour l'agriculture de demain, notamment ceux concernant les nouvelles biotechnologies et l'agriculture 3.0. Orienter les programmes de recherche vers les domaines où peuvent être attendus des progrès décisifs et concrets pour l'agriculture.

16/ Rendre éligibles au crédit impôt recherche des projets de recherche ou d'expérimentation labellisés dans les exploitations, notamment sur les pratiques agricoles, pour faire de chaque agriculteur un « paysan-chercheur ».

17/ Redéfinir les relations entre l'agence de la biodiversité et l'office national de la chasse et de la faune sauvage et réorganiser la police de l'environnement autour d'un service unique.

18/ Lancer un plan de méthanisation en levant les freins qui ralentissent son développement, et notamment en relevant les seuils de régime de déclaration et d'enregistrement pour alléger les contraintes administratives.

19/ Mettre en œuvre un programme national spécifique consacré à la montagne, en redonnant à l'Etat les crédits du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour l'indemnité compensatoire du handicap naturel.

Benoît Hamon

[Section de son projet « Pour préserver notre planète, transformer notre modèle de développement », disponible sur https://www.benoithamon2017.fr/wp-content/uploads/2017/03/projet-web1.pdf]

- Au moins 50 % DE REPAS BIO ou issus des circuits courts seront servis dans la restauration collective. J'appliquerai un taux de TVA réduit aux produits bio et j'aiderai à la structuration des filières de production biologique et équitable.
- J'interdirai les PERTURBATEURS ENDOCRINIENS et proposerai des ALTERNATIVES AUX PESTICIDES, en commençant par les plus dangereux.
- Je lancerai un plan d'efficacité et de SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE (isolation, transports en commun, véhicules propres). J'inciterai à la réutilisation des matériaux, à l'éco-conception, à des plans zéro déchet et à la sortie programmée de l'incinération.
- Je porterai à 50 % LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES dans le mix électrique d'ici 2025 en favorisant la production décentralisée et citoyenne d'énergie, avec un objectif de 100 % de l'énergie en 2050. Pour sortir du nucléaire à l'horizon d'une génération (objectif 25 ans), je fermerai les réacteurs en fin de vie durant le quinquennat et je garantirai les emplois du secteur énergétique.
- Pour une FISCALITÉ PLUS VERTE, je modulerai la TVA en fonction de l'empreinte environnementale, je plafonnerai puis supprimerai progressivement les niches fiscales anti-environnementales en commençant par la fiscalité du diesel, en mettant en place une taxe carbone. Les ressources correspondantes seront rendues aux ménages et aux territoires.
- En fin de mandat, les lois de finance devront être conformes avec les OBJECTIFS DE LA COP 21.
- Pour préserver la BIODIVERSITÉ, je créerai un Conservatoire des terres agricoles afin de rendre opposables les schémas d'aménagement et de protection de la nature. J'agirai pour enrayer l'artificialisation des sols et l'étalement urbain. Je développerai le biomimétisme.
- Pour LUTTER CONTRE LES PARTICULES FINES dans l'air, responsables de plus 40 000 décès par an, je programmerai la sortie maîtrisée du diesel à horizon 2025 pour les voitures neuves.
- Pour développer les NOUVELLES MOBILITÉS, j'offrirai des alternatives à la voiture individuelle. Je donnerai la priorité à la rénovation et au développement du ferroviaire. Je confierai la gestion de l'écotaxe aux Régions. Je m'opposerai au niveau européen au 4e paquet ferroviaire qui entend intensifier la concurrence. Je refuserai la privatisation des aéroports régionaux.
- J'inscrirai dans la Constitution la PRÉSERVATION DES BIENS COMMUNS environnementaux, comme l'eau et l'air.
- Je veillerai au BIEN-ÊTRE ANIMAL en mettant en œuvre les préconisations de la commission d'enquête sur les abattoirs en s'assurant des conditions d'élevage et de transport et en développant des méthodes de remplacement à l'expérimentation animale.
- J'organiserai des CONFÉRENCES DE CONSENSUS lorsqu'est établie l'existence d'un lourd impact écologique d'un grand projet d'investissement local ou national. Cela permettra l'émergence de solutions devant allier économie, social et écologie.

Section de son projet « Pour le logement et le renouvellement urbain »

- Nous mettrons en place un BOUCLIER ÉNERGÉTIQUE qui garantira que les ménages habitant les logements les moins bien isolés ne dépenseront pas plus de 10 % de leur revenu dans leur facture d'énergie.

Section de son projet « Pour la république des territoires »

- Je créerai un FONDS UNIQUE DÉDIÉ À LA REVITALISATION des centres-bourgs et des centres-villes.
- Je consoliderai le MAILLAGE DU RÉSEAU FERROVIAIRE, afin que tous nos territoires restent correctement desservis et que la sécurité soit assurée. Tous les arrêts de train des lignes d'équilibre du territoire, tel que reconnu par le schéma national des services de transport, seront maintenus.
- Je doterai la France d'UNE STRATÉGIE MARITIME de long terme basée sur le développement des énergies marines renouvelables, la modernisation de la pêche, notamment côtière, la protection des ressources halieutiques. Je mènerai le combat pour la reconnaissance d'un espace maritime européen et pour une gouvernance mondiale des océans. J'investirai dans l'ÉCONOMIE BLEUE (ports, construction navale, formation aux emplois de demain, recherche, innovation...).

Section de son projet « Pour sortir de l'austérité et préparer l'avenir, refonder l'Europe »

- Je prendrai l'initiative d'un ambitieux programme POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE, avec la mise en œuvre par un plan d'investissement de 1 000 milliards d'euros.

- Je refuserai la ratification du CETA et du TAFTA, et m'opposerai au statut d'économie de marché de la Chine. Je porterai le changement des règles de nos accords commerciaux au profit du JUSTE ÉCHANGE, en proposant de nouveaux critères protecteurs de notre environnement et de nos citoyens à l'image de l'ajustement carbone aux frontières. Je soutiendrai un « Buy European Act » pour protéger les secteurs stratégiques européens face à la concurrence internationale.
- Je proposerai à nos partenaires une EUROPE DE L'ÉNERGIE. La première communauté européenne fut celle du charbon et de l'acier. Le temps d'un nouveau souffle est venu, celui d'une stratégie européenne pour l'environnement, la sobriété, l'efficacité et l'indépendance énergétiques, la maîtrise du prix de l'énergie, la réindustrialisation et la souveraineté.

Section de son projet « Un monde de paix »

- Pour un monde durable et vivant, je m'emploierai à GARANTIR LA MISE EN ŒUVRE DE LA COP 21 et les objectifs de développement durable, y compris dans les lois de finance.
- La France prendra une initiative internationale et proposera la création d'un OFFICE MONDIAL DES BIENS COMMUNS chargé de leur définir un statut juridique international : l'air, les eaux, l'espace et la biodiversité.

Section de son projet « Pour le travail et l'emploi, réussir la transition économique»

- Pour créer les EMPLOIS DE DEMAIN et réduire vraiment le chômage, je déploierai un programme d'investissements stratégiques. Je porterai l'effort de recherche et développement à 3 % du PIB. Je lancerai un plan de 100 milliards d'euros sur cinq ans pour la rénovation urbaine et thermique, et pour le bien vivre en ville et dans la ruralité.
- Pour une économie renforcée face à la mondialisation, j'accorderai la priorité au MADE IN France : 50 % des marchés publics seront réservés aux petites et moyennes entreprises (PME-PMI-TPE), j'introduirai des clauses sociales, environnementales, d'emploi et de « produire local ». Les entreprises qui délocalisent devront rembourser les aides publiques reçues. Je m'opposerai aux traités de libre-échange (CETA et TAFTA) qui menacent nos préférences collectives. J'exclurai les services publics et l'agriculture du champ des négociations commerciales
- Pour PROTÉGER NOS AGRICULTEURS, je défendrai leur position dans les contrats avec la grande distribution, j'améliorerai leurs conditions de travail, l'accès aux soins et à leurs droits sociaux. Je défendrai une politique agricole commune (PAC) qui prévoit des mécanismes de régulation des marchés et des risques, et donne une priorité aux petites et moyennes exploitations.

Marine Le Pen

[Propositions issues du programme disponible sur https://www.marine2017.fr/programme/]

III – Une France prospère

Un nouveau modèle patriote en faveur de l'emploi

36. Afin d'assurer la protection des consommateurs et la concurrence loyale, interdire l'importation et la vente de produits provenant de l'étranger qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français. Parallèlement, soutenir le « Fabriqué en France » par un étiquetage obligatoire, clair et loyal sur l'origine des produits et denrées commercialisés en France.

37. Instaurer un vrai patriotisme économique en se libérant des contraintes européennes et en réservant la commande publique aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable. Réserver une partie de la commande publique aux PME.

42. Créer un grand ministère de l'Outre-mer et de la Mer afin de valoriser la dimension maritime de la France et développer un vaste plan stratégique d'investissement autour de l'économie de l'or bleu.

VI – Une France puissante

Refaire de la France un pays majeur dans le monde

124. Mettre en œuvre une véritable politique de co-développement avec les pays d'Afrique fondée prioritairement sur l'aide au développement de l'école primaire, l'aide à l'amélioration des systèmes agricoles et l'aide au renforcement des outils de Défense et de sécurité.

VII – Une France durable

La France, puissance agricole au service d'une alimentation saine

125. Appliquer le patriotisme économique aux produits agricoles français pour soutenir immédiatement nos paysans et nos pêcheurs, notamment au travers de la commande publique (État et collectivités).

126. Transformer la Politique Agricole Commune en Politique Agricole Française. Garantir le montant des subventions dont les critères seront fixés par la France et non plus par l'Union européenne, avec l'objectif de sauver et soutenir le modèle français des exploitations familiales.

127. Refuser les traités de libre-échange (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.). Développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières.

128. Simplifier le quotidien des agriculteurs en stoppant l'explosion des normes administratives et encourager l'installation des jeunes agriculteurs, par le biais de défiscalisations durant les premières années.

129. Défendre la qualité : afin de lutter contre la concurrence déloyale, interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement. Imposer la traçabilité totale de l'origine géographique et du lieu de transformation sur l'étiquette, afin de garantir la transparence et l'information complète des consommateurs.

130. Promouvoir les exportations agricoles, notamment en soutenant les labels de qualité.

Environnement et transition énergétique : la France doit viser l'excellence

131. Pour préserver l'environnement, rompre avec le modèle économique fondé sur la mondialisation sauvage des échanges et le dumping social, sanitaire et environnemental ; la véritable écologie consiste à produire et consommer au plus près et retraiter sur place.

132. Afin de lutter contre la précarité énergétique et agir directement sur le pouvoir d'achat des Français, faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire du quinquennat, parce que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas.

133. Développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois…) grâce à un protectionnisme intelligent, au patriotisme économique, à l'investissement public et privé et aux commandes d'EDF. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien.

134. Pour maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française, engager le Grand Carénage, et garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service public. Refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim.

135. Soutenir une filière française de l'hydrogène (énergie propre), par un appui de l'État en matière de recherche et développement, afin de réduire notre dépendance au pétrole.

136. Interdire l'exploitation du gaz de schiste, tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies, et appliquer le principe de précaution en interdisant les OGM.

137. Faire de la protection animale une priorité nationale. Défendre le bien-être des animaux en interdisant l'abattage sans étourdissement préalable et en remplaçant le plus possible les expérimentations animales. Refuser le modèle des fermes-usines, du type « ferme des 1000 vaches ».

Assurer l'égalité sur tout le territoire et renforcer l'accès au logement

138. Garantir l'égal accès aux services publics (administrations, gendarmerie, eau, santé, transport, hôpitaux de proximité et maisons de santé…) sur tout le territoire et en particulier en milieu rural. La libéralisation du rail voulue par l'Union Européenne sera refusée. La Poste et la SNCF resteront des entreprises publiques.

139. Regrouper en un seul ministère l'aménagement du territoire, les transports et le logement. Rééquilibrer la politique de la ville vers les zones désertifiées et rurales.

143. Rationaliser et simplifier les normes d'urbanisme et de construction afin résorber les tensions sur le marché du logement. Veiller à la préservation de l'environnement et des espaces naturels protégés (littoral, montagne, etc.).

144. Soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes…) et renationaliser les sociétés d'autoroutes pour rendre aux Français un patrimoine qu'ils ont financé et dont ils ont été spoliés ; plus généralement, refuser la vente des actifs stratégiques détenus par la puissance publique.

Emmanuel Macron

[Programme En Marche 2017, disponible sur : https://storage.googleapis.com/en-marche-fr/COMMUNICATION/Programme-Emmanuel-Macron.pdf]

Bien vivre de son travail et inventer de nouvelles protections

- Nous serons aux côtés des agriculteurs pour qu'ils vivent de leur travail, plutôt que des aides publiques. 5 milliards d'euros de notre Plan d'investissement seront consacrés à la modernisation de leurs exploitations. Et nous les aiderons à être payés au prix juste en soutenant les organisations de producteurs dans leurs négociations avec les industriels. Nous nous battrons pour faire évoluer dans ce sens le droit européen de la concurrence.

Inventer un nouveau modèle de croissance

- Nous lancerons un grand Plan d'investissement de 50 milliards d'euros. Ce plan sur 5 ans sera mis au service des qualifications de tous les citoyens, de la transition écologique, de la révolution numérique, de la modernisation des services publics et de la rénovation urbaine.
- Nous placerons la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides. Ils sont l'une des principales causes de l'augmentation des cancers des enfants depuis 20 ans.
- Nous rénoverons 1 million de logements mal isolés d'ici 2022, et en priorité ceux des propriétaires les plus modestes.
- Nous ferons de la France le leader mondial de la recherche sur la transition environnementale. Les spécialistes étrangers bénéficieront de formalités d'accueil accélérées.
- D'ici 2022, 50% des produits proposés par les cantines scolaires et les restaurants d'entreprise devront être bio, écologiques ou issus de circuits courts.
- Nous diviserons par deux le nombre de jours de pollution atmosphérique. Nous remplacerons les vieux véhicules polluants en créant une prime de 1000 euros pour acheter un véhicule neuf ou d'occasion moins polluant.

Une Europe protectrice et à la hauteur de nos espérances

- Nous créerons un marché unique de l'énergie en Europe. Nous fixerons un prix plancher du carbone dans les pays de l'Union.

Rendre la vie des Français plus facile

- Nous ne rajouterons aucune norme nationale aux normes européennes dans les secteurs agricole, maritime et de la pêche.

Les territoires qui font notre France

- Nous réformerons radicalement notre politique des transports. Car l'enjeu n'est plus de construire partout des autoroutes, des aéroports et des lignes de TGV. C'est, grâce à notre Plan d'investissement, de moderniser les réseaux existants et de développer de nouveaux services pour que tous les territoires soient raccordés efficacement aux lieux de travail, d'éducation, de culture ou de soins.
- Nous lancerons un Plan de Transition Agricole de 5 milliards d'euros. Il soutiendra tous les projets de montée en gamme des exploitations, d'adaptation aux normes environnementales et de bien-être animal.
- Nous développerons la continuité territoriale au profit des Outre-mer. D'ici la fin du quinquennat, nous proposerons chaque année aux ultra-marins au moins 200 000 billets d'avion à prix aidé en particulier pour les étudiants et les entrepreneurs pour leur mobilité entre les Outre-mer et l'Hexagone, et dans leur environnement régional. Nous installerons en Outre-mer l'Agence Française pour la biodiversité. Nous permettrons aux collectivités d'Outre-mer de modifier la réglementation de droit commun pour l'adapter à leur situation particulière.

Energie

- Nous fermerons les centrales à charbon restantes en 5 ans.
- En cohérence avec l'accord de Paris, nous interdirons l'exploration des gaz de schiste et ne délivrerons aucun nouveau permis d'exploration d'hydrocarbures.
- Nous intégrerons le coût écologique dans le prix du carbone, en faisant monter en puissance la taxe carbone pour atteindre 100 €/tCO2 en 2030.

- Nous financerons le développement des énergies renouvelables : d'ici à 2022, nous avons pour objectif de doubler la capacité en éolien et en solaire photovoltaïque.
  L'Etat devra encourager l'investissement privé pour mobiliser 30 milliards d'euros d'investissements.
- Nous en finirons avec les procédures qui s'empilent, en raccourcissant et en simplifiant les procédures de déploiement des énergies renouvelables.
- Nous focaliserons les efforts de recherche, de développement et d'investissement des opérateurs sur le stockage de l'énergie et les réseaux électriques intelligents.
- Nous réduirons notre dépendance à l'énergie nucléaire, avec l'objectif de 50% d'énergie nucléaire à l'horizon 2025.
- Parce que nous savons aujourd'hui ne pas disposer de tous les éléments de connaissance nécessaires, nous prendrons nos décisions stratégiques une fois que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) aura rendu ses conclusions, attendues pour 2018, sur la prolongation des centrales au-delà de 40 ans.
- La fermeture de la centrale de Fessenheim sera confirmée. Elle interviendra au moment de la mise en service de l'EPR de Flamanville.
- Les moyens de l'ASN seront consolidés.

Transports

- Pour réduire massivement la pollution liée aux particules fines, la fiscalité du diesel sera alignée sur celle de l'essence pendant le quinquennat.
- Nous pèserons pour renforcer les normes anti-pollution européennes pour les véhicules neufs et les contrôles en conditions réelles (en tirant les enseignements du scandale Volkswagen).
- Nous accélérerons le déploiement des véhicules électriques en maintenant le bonus-malus à l'achat et en accélérant le déploiement des bornes de recharge.
- Nous créerons dans le cadre du plan d'investissement une prime exceptionnelle de 1000 euros pour permettre à tous ceux dont les véhicules ont été fabriqués avant 2001 d'acheter des voitures plus écologiques, qu'elles soient neuves ou d'occasion.

L'efficacité énergétique des bâtiments

- Nous rénoverons 1 million de logements mal isolés d'ici 2022, et en priorité ceux des propriétaires les plus modestes
- Nous lancerons un grand plan de rénovation des bâtiments publics, de l'Etat et des collectivités locales pour 4 milliards d'euros.
- Nous permettrons à tous de pouvoir réaliser les travaux nécessaires, notamment à ceux qui n'ont pas aujourd'hui toutes les ressources pour investir.
- Nous transformerons le Crédit d'Impôt Transition Energétique (CITE) en prime immédiatement perceptible au moment des travaux et non l'année suivante. Ainsi, ceux qui engagent des travaux ne seront pas soutenus par l'Etat un an après leur décision, mais dès le moment où ils commencent leurs travaux.
- Nous proposerons un audit gratuit à tous les propriétaires occupants en situation de précarité énergétique : maisons à la campagne, pavillons du périurbain, copropriétés où les travaux ont été trop longtemps repoussés.
- Nous viserons la rénovation de la moitié des logements-passoires des propriétaires les plus modestes dès 2022, afin de diminuer les émissions et de faire baisser les charges (électricité, fioul, gaz). A cette fin, via un fonds public doté de 4 milliards, nous financerons les travaux des propriétaires les plus précaires.

L'agriculture

- Nous garantirons des prix justes pour que les agriculteurs puissent vivre de leur travail.
- Nous agirons pour que les agriculteurs pèsent plus dans leurs négociations avec les industriels de l'agro-alimentaire.
- Nous plaiderons activement pour faire évoluer le droit européen de la concurrence au bénéfice de nos producteurs.
- Nous encouragerons le développement de véritables organisations de producteurs, avec des capacités de négociations renforcées pour peser plus dans les négociations commerciales avec les centrales d'achat de la grande distribution.
- Nous organiserons un Grenelle de l'alimentation avec les représentants des agriculteurs, des industries de transformation, de la distribution et des consommateurs, afin de définir un partage équilibré de la valeur.

- Il s'agira notamment de s'organiser afin de permettre aux agriculteurs de pouvoir bénéficier de prix qui leur permettent de vivre de leur travail.
- Nous protégerons les agriculteurs contre la volatilité des prix par la mise en place d'outils de régulation adaptés à chaque filière. Nous proposerons des outils de gestion des risques efficaces et adaptés. Nous maintiendrons leur caractère volontaire. Il s'agit par exemple de l'épargne de précaution individuelle qui permet de surmonter la baisse des prix de vente ou l'assurance climatique.
- Nous permettrons aux agriculteurs de conserver les mêmes règles du jeu pour être compétitifs : favoriser la convergence sociale et fiscale au niveau européen.
- Nous donnerons droit au chômage aux agriculteurs pour leur permettre de surmonter les périodes de baisse d'activité.
- Nous adapterons la formation agricole et faciliterons la formation professionnelle tout au long de la vie pour permettre aux agriculteurs de profiter des nouvelles connaissances.
- Nous soutiendrons l'innovation et la recherche à travers plusieurs actions : fin des zones sans réseau téléphonique, développement du numérique et de l'agriculture de précision, mise en place d'un portail des données agricoles pour stimuler une innovation décentralisée, ouverte, collaborative au service des agriculteurs.
- Nous encouragerons les projets de méthanisation en maintenant des aides, en engageant une simplification administrative et en accélérant le raccordement au réseau électrique des unités.
- Nous encouragerons la diversification des sources de revenus en soutenant par exemple l'agro-tourisme
- Nous rémunérerons les agriculteurs pour les services environnementaux (entretien des paysages, pâturage des alpages qui réduisent les avalanches, etc.) qu'ils rendent, à hauteur de 200 millions d'euros par an dans le cadre de la PAC.
- Dans le cadre du Grenelle de l'alimentation, nous définirons également un calendrier prévoyant l'élimination progressive des pesticides en commençant par ceux qui présentent un risque pour la biodiversité ou la santé, et le développement d'alternatives.
- Dès le début du quinquennat, nous séparerons les activités de conseil aux agriculteurs et de vente des pesticides qui peuvent susciter des conflits d'intérêt.
- Faciliter l'accès au foncier agricole. Nous renforcerons la transparence des transactions agricoles en soumettant toutes les sociétés foncières au contrôle des SAFER. Nous assurerons le financement du foncier et du capital d'exploitation en facilitant le recours à des outils de portage : le crédit-bail immobilier, la location-vente progressive, prêt viager hypothécaire etc. Nous soutiendrons l'installation des jeunes agriculteurs : en plus de la dotation jeunes agriculteurs (DJA), nous permettrons un prêt d'honneur à la personne sans demande de garantie d'un montant de 50 000 euros maximum avec un différé de 2 ans.
- Nous lancerons un plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros sur 5 ans. Les financements seront réservés à :
    - Des projets de modernisation des exploitations ayant un impact positif sur l'environnement et le bien-être animal.
    - Des projets de transformation privilégiant les circuits courts.

- Nous mènerons une campagne de mobilisation de même ampleur que le plan cancer afin de sensibiliser les Français et d'inciter à des nouvelles pratiques de consommation.
- Nous visons « 100% de plastique recyclé sur tout le territoire » d'ici 2025, grâce à la modernisation des centres de tri par l'augmentation progressive de la taxe générale sur les activités polluantes (sur l'incinération et l'enfouissement).
- Nous ferons de la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat une des priorités de notre action internationale. Parce que l'accord de Paris nous oblige, nous avons la charge de veiller à ce qu'il soit respecté par tous.
- Nous devrons prendre des sanctions commerciales au niveau européen contre les pays qui ne respectent pas les clauses environnementales des accords commerciaux conclus avec l'Union européenne. Face aux velléités du nouveau Président américain, la France devra notamment peser pour que l'Europe mette les Etats-Unis face à leurs responsabilités.
- Nous militerons donc au niveau européen pour faire cause commune sur le développement volontariste de nouvelles filières industrielles.
- A l'image de la politique spatiale européenne, nous pousserons par exemple à la définition d'une nouvelle politique européenne pour favoriser le développement des industries stratégiques pour la transition écologique.

Jean-Luc Mélenchon

[Programme de la France Insoumise disponible sur : https://laec.fr/sommaire ; précisions et chiffrage dans les livrets thématiques disponibles sur : https://avenirencommun.fr/livrets-thematiques/]

Proposition 9. La République garante des biens communs

- constitutionnaliser la règle verte : ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu'elle peut supporter
- protéger les biens communs : l'air, l'eau, l'alimentation, le vivant, la santé, l'énergie, la monnaie ne sont pas des marchandises. Ils doivent être gérés démocratiquement : le droit de propriété doit être soumis à l'intérêt général, la propriété commune protégée et les services publics développés

Proposition 38. "La transition écologique, enjeu central"

- adopter une loi-cadre instaurant une planification écologique, démocratique et articulant les niveaux national et local

Proposition 39. "100 % d'énergies renouvelables en 2050"

- adopter un plan de transition énergétique avec un double axe sobriété/efficacité énergétique et transition vers les énergies renouvelables
  1. Développer l'ensemble des énergies renouvelables
  2. Sortir des énergies carbonées en commençant par l'arrêt des subventions aux énergies fossiles et de toute exploration de gaz et pétrole de schiste et de houille
  3. Stopper la privatisation des barrages hydroélectriques
- sortir du nucléaire
  1. Fermer immédiatement Fessenheim en garantissant l'emploi des salariés et leur formation pour en faire un site pilote du démantèlement
  2. Abandonner l'opération du grand carénage visant à prolonger la vie des centrales nucléaires au-delà de quarante ans
  3. Abandonner les projets d'EPR (Flamanville et HinkleyPoint) et d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure
  4. Rendre publiques les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis soixante ans et informer sur les dangers sanitaires avérés et/ou éventuels

Proposition 40. "Plan de rénovation écologique de tout le bâti"

- assurer l'isolation d'au moins 700 000 logements par an
- mettre en place un « guichet unique » regroupant les demandes de financement, l'évaluation des besoins, la coordination des professionnels nécessaires pour organiser la rénovation par les propriétaires individuels

Proposition 41. "Développer les transports publics écologiques et repenser la mobilité individuelle"

- développer le transport ferroviaire
  1. Adopter un plan de développement du ferroutage et de report modal pour réduire le transport routier de marchandises
  2. Refuser la mise en concurrence du transport ferroviaire : bloquer l'ouverture à la concurrence des TER d'ici 2023 et des trains de nuit, remettre en cause la libéralisation du transport de marchandises et voyageurs grandes lignes
  3. Revenir sur la loi Macron et l'autorisation du cabotage par autocar : les liaisons par autocar doivent être autorisées seulement là où il n'y a pas de lignes TER et non en concurrence avec elles
- repenser la mobilité individuelle
  1. Engager la sortie du diesel en commençant par supprimer progressivement l'avantage fiscal pour les flottes d'entreprise
  2. Développer les usages partagés de la voiture (auto-partage, covoiturage courte et longue distances) et les mobilités douces (vélo, etc.)
  3. Développer les véhicules électriques pour les flottes captives

Proposition 43. "Consommer autrement"

- imposer l'objectif d'une alimentation 100 % biologique locale dans la restauration collective
- réduire la part des protéines carnées dans l'alimentation au profit des protéines végétales

Proposition 44. "Une France « 0 déchet »" :

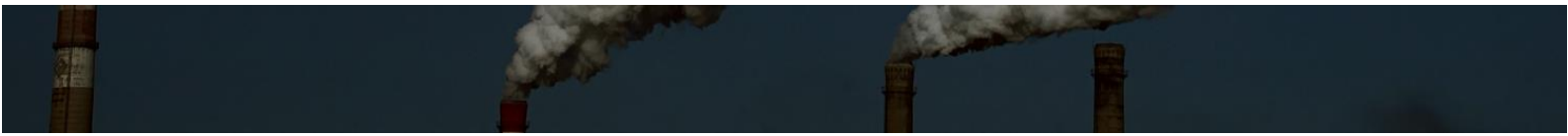
- combattre l'obsolescence programmée des biens de consommation par un allongement des durées de garanties légales des produits
- lutter contre le suremballage, le gaspillage (notamment alimentaire) et refuser le tout-jetable
- rendre obligatoires le recyclage, le compostage ou l'incinération avec récupération de l'énergie produite pour tous les déchets, généraliser les consignes dans les commerces

Proposition 47. "Organiser et aménager le territoire par la démocratie et les services publics"

- arrêter les grands projets inutiles comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- inverser la logique des métropoles et des méga-régions, de la compétition entre territoires
- stopper l'étalement urbain en incitant au rapprochement entre bassins de vie et bassins d'emploi
- défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et de services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers populaires

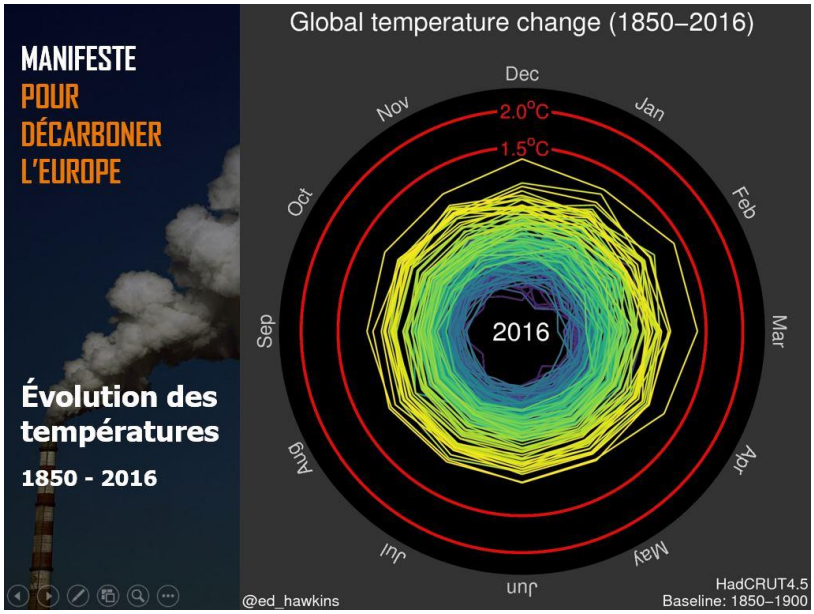
Proposition 48. "Exploiter durablement la forêt française" :

- s'opposer à la marchandisation de la forêt française, refuser la privatisation de la forêt publique et garantir les moyens de l'Office national des forêts
- développer la filière bois française pour permettre une exploitation forestière respectueuse du rythme des forêts et de la biodiversité, répondant aux besoins (chauffage, ameublement, construction, etc.) et créatrice d'emplois locaux
- soutenir par la commande publique le développement des constructions en bois issu des forêts françaises



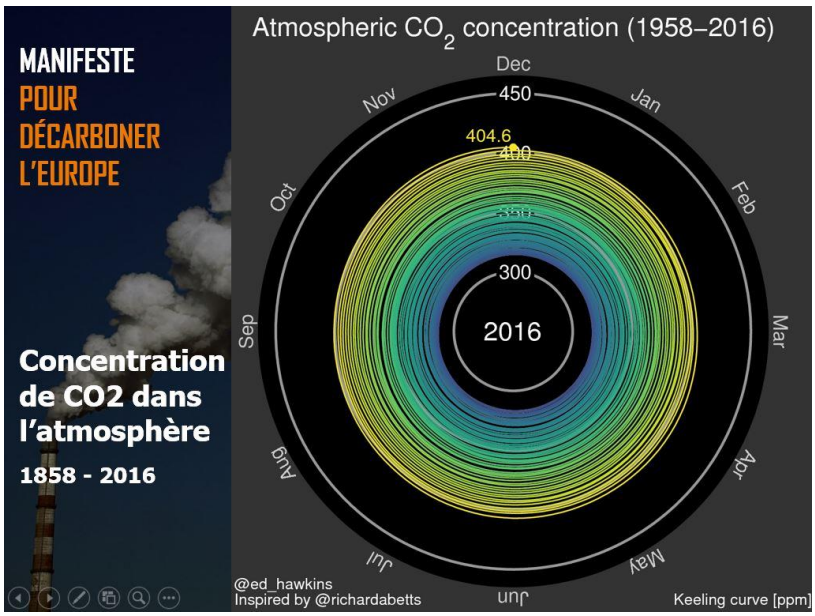
ANNEXE

Trois animations projetées à l'occasion de la conférence de presse du 21 mars 2017



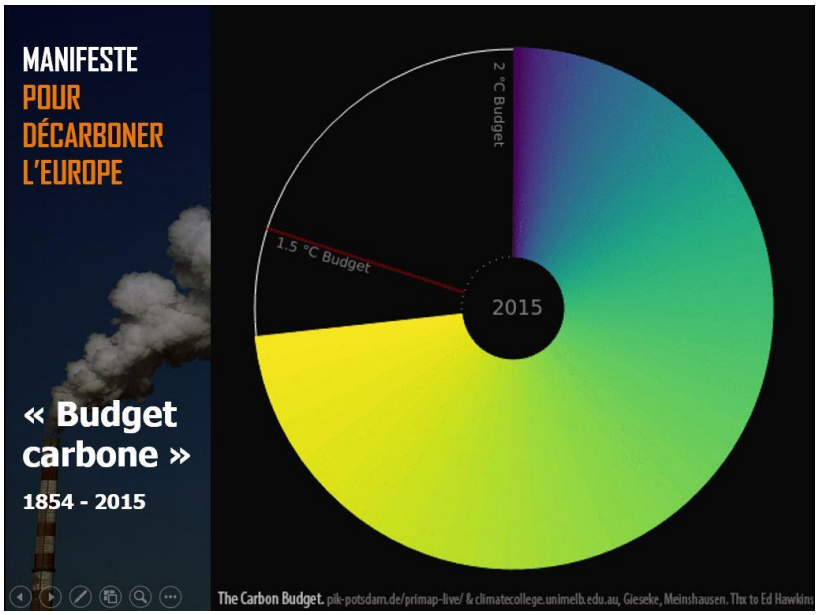
Animation .gif à trouver sur le site du Climate Lab Book

www.climate-lab-book.ac.uk



Animation .gif à trouver sur le site du Climate Lab Book

www.climate-lab-book.ac.uk



Animation .gif à trouver sur le site du Australian-German Climate and Energy College

http://www.climate-energy-college.net

A l'appui du « Manifeste pour décarboner l'Europe », *The Shift Project* met en avant 9 propositions

Pour que l'Europe change d'ère, une stratégie post-carbone réaliste est nécessaire.
***The Shift Project* a tenté de dimensionner cette stratégie sur la base d'éléments robustes et chiffrés, afin d'aider à ce que les principaux chantiers soient mis en œuvre sans tarder.**

« Décarboner l'Europe » d'ici 2050 est un défi immense. Mais ce doit être aussi un projet réalisable à l'aide des technologies existantes, compatible avec les capacités européennes d'investissement, et dont les échéances permettent une réorientation progressive des emplois. Tels ont été les principes sur lesquels *The Shift Project* s'est appuyé afin d'élaborer ses neuf propositions.

Ces propositions ne sont ni suffisantes, ni exhaustives. Délibérément, nous n'avons pas fondé ici notre démarche sur des propositions transversales, qui n'en demeurent pas moins indispensables et que *The Shift Project* porte également, telles que l'instauration de prix du carbone suffisamment élevés (à travers notamment la réforme du système européen des quotas d'émission de CO_2), ou encore l'accès à des crédits de très long terme et à taux bas afin de financer les investissements cruciaux, dans le bâtiment notamment.

Nos neuf propositions ont vocation à être discutées et amendées. Nous espérons qu'elles seront enrichies par de futurs travaux, intégrant des analyses plus détaillées, prenant en compte par exemple une analyse approfondie des politiques d'emploi, ou encore les apports possibles du numérique, de l'économie circulaire, ou de l'économie de la fonctionnalité.

Nous avons choisi de focaliser nos neuf propositions sur des secteurs d'activité économique, car ce sont ces secteurs concrets qui structurent largement l'emploi et les flux économiques. Nous nous sommes focalisés sur ceux qui présentent les plus vastes potentiels de réduction d'émissions de gaz à effet de serre : mobilité, industrie et production électrique, bâtiment, agro-alimentaire et forêt. Pour chacune de nos propositions, outre les réductions d'émissions attendues et l'investissement nécessaire, nous avons identifié les co-bénéfices potentiels pour l'emploi et la vitalité de l'économie, mais également pour l'environnement, la santé et le bien-être général.

Nos propositions mettent en avant une feuille de route pour réussir la transition énergétique. Dimensionnées sur la base d'éléments robustes et chiffrés, elles expriment notre conviction qu'il sera impossible d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sans des mutations dans tous les secteurs de l'économie. Elles constituent un appel à approfondir et préciser les actions, à apprécier les conséquences et éventuellement les désagréments potentiels, et à bâtir les plans d'actions qui permettront d'éviter ou de compenser de tels désagréments. Ainsi, il n'est pas imaginable de proposer par exemple la fermeture de la filière de génération électrique à partir du charbon en Europe sans négocier un agenda détaillé sur l'évolution des centaines de milliers d'emplois de cette filière.

Nos neuf propositions sont un appel à ouvrir autant de chantiers. Bien qu'elles n'engagent nullement les signataires du « Manifeste pour décarboner l'Europe », elles permettent de prendre la mesure de l'enjeu.

Le résultat, provisoire, auquel nous aboutissons aujourd'hui est le fruit d'un travail collaboratif de longue haleine dirigé par Zeynep KAHRAMAN, André-Jean GUERIN et Jean-Marc JANCOVICI. Outre ses principaux contributeurs, Pierre BERTRAND, Romain GRANDJEAN et Felix LALLEMAND, ce travail a mobilisé des ressources du Shift Project, ainsi que plusieurs dizaines d'experts et naturellement plusieurs centaines de productions scientifiques issues du travail de milliers de chercheurs du monde entier depuis des décennies.

Nous remercions les nombreux experts qui ont inlassablement relu, commenté, critiqué et fourni les données qui ont permis à ce projet d'avancer – dont Yves BAMBERGER, Guillaume BENOIT, Jean BERGOUGNOUX, André BROTO, Jean-René BRUNETIERE, Thierry DORE, Chritian DUBOST, Georges Henri FLORENTIN, Mériem FOURNIER, Jérôme GATIER, Jean-Pierre HAUET, Régis HOCHARD, Pierre MARSAL, Thomas PELLERIN-CARLIN, notamment. Nous remercions également l'équipe du think tank The Shift Project depuis sa création, ainsi que les membres de l'association The Shifters, et tout particulièrement : Alexis CAUZIT, Jean-Louis CLAUZIER, Laura DALE, Anne-Laure DELAYE, David DESJARDINS, Bertrand GIVOIS, Arthur GRIMONPONT, Lilian LAURENT, Joseph MAUSSION, Mireille MARTINI, Sébastien MAROT, Jocelyn MLYNARZ, Thierry NOUAILLES, Laura PAPET, Valère PAUPELIN-HUCHARD, Camille ROSAY, Arnaud VENS.

Nous remercions enfin l'agence We Do Data *pour la conception graphique, ainsi que* Brunswick France *pour ses précieux conseils.*

ET SI ON DÉCARBONAIT **VRAIMENT** L'EUROPE ?

DECARBONIZEUROPE.ORG

THE SHIFT PROJECT
THE CARBON TRANSITION THINK TANK

DÉCOUVREZ NOS 9 PROPOSITIONS POUR DÉCARBONER L'EUROPE

L'Accord de Paris sur le climat engage l'Europe à réduire autant que possible ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050

- **24 %** — **Fermer** toutes les centrales au charbon
- **17 %** — **Rénover** les logements anciens
- **14 %** — **Généraliser** la voiture à moins de 2L/100km
- **9 %** — **Relier** les grandes métropoles par des trains rapides
- **7 %** — **Inventer** l'industrie lourde post-carbone
- **6 %** — **Accomplir** la révolution du transport en ville
- **5 %** — **Réussir** le passage à l'agriculture durable
- **4 %** — **Lancer** le grand chantier de rénovation des bâtiments publics
- **4 %** — **Développer** la séquestration de carbone par les forêts européennes

*Chaque pourcentage est une estimation de la part du potentiel de réduction d'émission de chaque mesure afin de respecter notre « budget carbone ».

Ce « budget carbone » désigne le plafond d'émissions de gaz à effet de serre visé en 2050, correspondant à une division par quatre des émissions de 1990 des pays européens. Le potentiel de réduction d'émission de chaque proposition est indiqué toutes choses égales par ailleurs.

9 PROPOSITIONS ÉCONOMIQUEMENT RÉALISTES

Investissement annuel requis par ces mesures

- Rénover les logements anciens **140 à 240** Mds€/an
- Lancer le grand chantier de rénovation des bâtiments publics **35 à 60** Mds€/an
- Relier les grandes métropoles par des trains rapides **30 à 50** Mds€/an
- Généraliser la voiture à moins de 2L/100km **0 à 70** Mds€/an
- Fermer toutes les centrales au charbon **10 à 40** Mds€/an
- Accomplir la révolution du transport en ville **20 à 30** Mds€/an
- Inventer l'industrie lourde post-carbone **10** Mds€/an
- Développer la séquestration de carbone par les forêts européennes **2** Mds€/an
- Réussir le passage à l'agriculture durable **0** €/an

Des investissements finançables **à l'échelle européenne**

Représentant moins de 3% du PIB annuel de l'Union européenne*
*PIB UE = 15 000 Mds€/an environ

Soit près de **1000€ d'investissements** par habitant chaque année